



Financé par
l'Union européenne

Cahier spécial des charges ENABEL
MRT22001-10120

Marché de services relatif au :

**Renforcement de capacité des Organisations
Socio-Professionnelles des filières maraîchère,
fourragère et céréales en Mauritanie**

Accord-cadre avec un seul participant

Procédure ouverte

Table des matières

1	Généralités	5
1.1	Déroptions aux règles générales d'exécution	5
1.2	Pouvoir adjudicateur	5
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel	5
1.4	Règles régissant le marché	6
1.5	Définitions	6
1.6	Traitement des données à caractère personnel	7
1.7	Confidentialité	8
1.8	Clauses déontologiques	8
1.9	Gestion des plaintes et tribunaux compétents	9
2	Objet et portée du marché	10
2.1	Nature du marché	10
2.2	Objet du marché	10
2.3	Lot	10
2.4	Postes	10
2.5	Durée de l'accord-cadre	10
2.6	Variantes	10
2.7	Options	10
2.8	Importances des prestations	10
3	Procédures	12
3.1	Procédure visant la conclusion de l'accord-cadre	12
3.1.1	Mode de passation	12
3.1.2	Publication	12
3.1.2.1	Publication officielle	12
3.1.2.2	Publication complémentaire	12
3.1.3	Informations	12
3.1.4	Offre	12
3.1.4.1	Données à mentionner dans l'offre	12
3.1.4.2	Durée de validité de l'offre	13
3.1.4.3	Détermination des prix de l'offre initiale	13
3.1.4.4	Éléments inclus dans les prix de l'offre	13
3.1.5	Introduction des offres	14
3.1.6	Modification ou retrait d'une offre initiale déjà introduite	15
3.1.7	Ouverture des offres	15

3.1.8	Sélection des soumissionnaires.....	15
3.1.8.1	Document Unique de Marché Européen (DUME)	15
3.1.8.2	Motifs d'exclusion	16
3.1.8.3	Conflit d'intérêts et mécanisme du « tourniquet »	17
3.1.8.4	Critère de sélection.....	17
3.1.9	Evaluation des offres.....	18
3.1.9.1	Aperçu de la procédure.....	18
3.1.9.2	Critères d'attribution	19
3.1.10	Conclusion de l'accord-cadre.....	21
3.2	Procédure visant la commande des marchés fondés sur l'accord-cadre	21
4	Dispositions contractuelles particulières	23
	Préambule	23
4.1	Utilisation des moyens électroniques (art. 10).....	23
4.2	Fonctionnaire dirigeant (art. 11)	23
4.3	Sous-traitants (art. 12 à 15)	23
4.4	Confidentialité (art. 18)	24
4.5	Protection des données personnelles	24
4.5.1	Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur	24
4.5.2	Traitement des données personnelles par l'adjudicataire	25
4.6	Droits intellectuels (art. 19 à 23)	25
4.7	Assurances (art.24)	25
4.8	Cautionnement (art.25 à 33)	25
4.9	Documents du marché (art. 34-36)	27
4.10	Modifications du marché (art. 37 à 38/19)	27
4.10.1	Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)	27
4.10.2	Révision des prix (art. 38/7)	27
4.10.3	Circonstances imprévisibles (art. 38/11).....	27
4.10.4	Conditions d'introduction (art. 38/14).....	28
4.10.5	Clause de réexamen (art.38) : révision des prestations en cas de reprise des restrictions sanitaires liées à la pandémie COVID 19	28
4.10.6	Clause de réexamen (art.38) : Remplacement d'un expert exécutant la mission ..	28
4.10.7	Clause de réexamen (art.38) : Ajout d'un profil non prévu initialement	29
4.11	Réception technique (art. 41, 3°)	29
4.12	Modalités en matière de sécurité	29
4.13	Modalités d'exécution (art. 145 es)	30
4.13.1	Conflit d'intérêts (art. 145).....	30

4.13.2	Délais d'exécution (art. 147)	30
4.13.3	Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149).....	30
4.14	Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153).....	30
4.15	Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155)	30
4.15.1	Défaut d'exécution (art. 44)	31
4.15.2	Pénalités (art.45)	31
4.15.3	Amendes pour retard (art. 46-154)	31
4.15.4	Mesures d'office (art. 47 et 155)	31
4.16	Fin du marché.....	32
4.16.1	Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)	32
4.16.2	Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)	32
4.17	Litiges (art. 73)	33
5	Termes de référence.....	34
5.1	Contexte et justifications.....	34
5.2	Objectifs , resultats attendus et Méthodologie attendue de la consultation	38
5.3	Livrables attendues et Calendrier prévisionnel des prestations	44
5.4	Logistique	44
5.5	Cadre de résultats SECURALIM actualisé (juill. 2023)	44
6	Formulaires.....	2
6.1	Fiche d'identification	2
6.2	Formulaire d'offre – Prix	2
6.3	Tableau d'affectation des experts proposés	2
6.4	Attestation d'exclusivité et de disponibilité.....	4
6.5	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires	5
6.6	Déclaration sur l'honneur – Motifs d'exclusion.....	7
6.7	Modèle de curriculum vitae	9
6.8	Modèle d'attestation de capacité financière à respecter obligatoirement (ligne de crédit) 11	
6.9	Modèle d'attestation de capacité financière à respecter obligatoirement (fonds propres)	11
6.10	Modèle de déclaration de capacité financière	12
6.11	Fiche signalétique financière (joindre le RIB obligatoirement)	13
6.12	Document unique de marché européen - DUME	15
6.13	Récapitulatif des documents à remettre	15

1 Généralités

1.1 Dérogations aux règles générales d'exécution

La section 4 « Dispositions contractuelles particulières » du présent cahier spécial des charges (CSC) contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'AR du 14.01.2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent cahier spécial des charges, il est dérogé aux articles 25-33 des Règles Générales d'Exécution (voir point 2.8 « Cautonnement (art. 25 à 33) »). Cette dérogation est motivée par l'idée de laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre.

1.2 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles). Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour le présent marché public, Enabel est valablement représentée le Directeur Pays de Enabel en Mauritanie.

1.3 Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement ;
- La loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public¹ ;
- La loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel : citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003², ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;
- sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail³ consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective (C.

¹ M.B. du 1er juillet 1999.

² M.B. du 18 novembre 2008.

³ <http://www.ilo.org/ilolex/french/convdsp1.htm>.

n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;

- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par AR du 17.12.2017, MB 22.12.2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge.

1.4 Règles régissant le marché

Sont e.a. d'application au présent marché public :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁴ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁵ ;
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁶ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics⁷ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics.

Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be.

1.5 Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;

L'adjudicataire / le prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel ;

L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;

Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;

Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;

Termes de Références /Spécification technique : une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage

⁴ M.B. 14 juillet 2016.

⁵ M.B. du 21 juin 2013.

⁶ M.B. 9 mai 2017.

⁷ M.B. 27 juin 2017.

et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité;

Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;

Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;

Les règles générales d'exécution (RGE) : les règles se trouvant dans l'AR du 14.01.2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Le cahier spécial des charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;

La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

Sous-traitant au sens de la réglementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché.

Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement

Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement

Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers.

Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6 Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.7 Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ D'ENABEL : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée.

Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.8 Clauses déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire à d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et ses personnes ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'appropriier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

Toute offre sera rejetée ou tout contrat (marché public) annulé dès lors qu'il sera avéré que l'attribution du contrat ou son exécution aura donné lieu au versement de « frais commerciaux extraordinaires ». Les frais commerciaux extraordinaires concernent toute commission non mentionnée au marché principal ou qui ne résulte pas d'un contrat en bonne et due forme faisant référence à ce marché, toute commission qui ne rétribue aucun service légitime effectif, toute commission versée dans un paradis fiscal, toute commission versée à un bénéficiaire non clairement identifié ou à une société qui a toutes les apparences d'une société de façade.

Les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption,) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la

Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel ...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.9 Gestion des plaintes et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge.

Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché.

En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. L'adjudicataire peut s'adresser à l'adresse électronique complaints@enabel.be cf <https://www.enabel.be/fr/content/gestion-des-plaintes> .

À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution (voir point 4.17 Litiges).

2 Objet et portée du marché

2.1 Nature du marché

Le présent marché est un marché de services.

2.2 Objet du marché

L'objet du présent marché consiste en un appui Conseil à un renforcement de capacité des Organisations Socio-Professionnelles des filières maraîchère, fourragère et céréales en Mauritanie conformément au présent CSC.

Par la présente procédure, le pouvoir adjudicateur vise donc à conclure **un accord-cadre avec un seul prestataire** en vue de lui confier les prestations en lien avec l'objet du présent accord-cadre. La procédure visant la conclusion de l'accord-cadre est détaillée au point 3.1.

Compte tenu de la nature de la prestation et son objet qui implique une certaine souplesse qui est permise par l'accord-cadre. Notre connaissance du contexte d'intervention et le caractère évolutif de notre programmation ne permettent pas de définir avec précision le volume de la prestation (à préciser à l'issue de la phase de cadrage).

Au fur et à mesure des besoins qui se présenteront, ceux-ci feront l'objet de missions spécifiques attribués prestataire unique avec lequel l'accord-cadre aura été conclu.

Les **missions fondées sur l'accord-cadre** seront attribuées conformément aux modalités décrites au point 3.2.

Les objectifs et les résultats visés par le présent accord-cadre sont décrites dans la partie 5 « Termes de référence ».

2.3 Lot

Le présent marché est composé d'un seul lot.

2.4 Postes

Les différents postes sont renseignés dans le formulaire d'offre de prix.

2.5 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend cours le premier jour de calendrier qui suit la date reprise sur la notification de la conclusion de l'accord-cadre et est conclu pour une durée **de trois (3) ans**.

La durée et le délai d'exécution des marchés subséquent seront précisés marché par marché. Les délais d'exécution mentionnés dans la partie 5 Termes de référence sont donnés à titre purement indicatif.

2.6 Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre par lot. Les variantes sont interdites.

2.7 Options

Il n'y a pas de possibilité d'introduire des options exigées et autorisées.

Les options libres ne sont pas admises.

2.8 Importances des prestations

Etant donnés les spécificités des prestations d'appui et le fait que les résultats attendus dépendent également de l'implication des institutions appuyées d'une part et d'autres parts la possibilité de la mise en œuvre de nouvelles interventions exécutées par Enabel,

le pouvoir adjudicateur a décidé de fractionner les prestations en une tranche ferme et une tranche conditionnelle.

Chaque tranche comportera un ou plusieurs marchés subséquents sera donc scindé de la manière suivante :

- Une tranche ferme : Appui du projet SECURALIM dans les wilayas du Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba, Hodh et Gharbi et Hodh el Chargui
- Une tranche conditionnelle : Appui pour les interventions SYSALIM, MIRECAM et autres interventions Enabel en Mauritanie.

La conclusion d'un marché subséquent porte sur l'ensemble du marché : la tranche ferme et la tranche conditionnelle. Cela signifie que le prestataire est engagé pour l'ensemble des prestations (tranches ferme et conditionnelle). Par contre, le pouvoir adjudicateur ne s'engage que pour la tranche ferme. L'exécution de la tranche conditionnelle est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur portée à la connaissance de l'adjudicataire selon les mêmes modalités que celles prévues pour la conclusion du marché (voir point 3.2.3).

Dans le cas où la tranche conditionnelle ne serait pas commandée par le pouvoir adjudicateur, cela ne donne droit à aucune indemnité dans le chef du prestataire.

Pour la tranche ferme Les quantités maximales des prestations de l'ensemble de missions attribués pendant la durée maximale de l'accord-cadre est de 1580 HJ toute expertise confondue.

Pour la tranche conditionnelle les quantités maximales des prestations de l'ensemble de missions attribués pendant la durée maximale de l'accord-cadre est estimée à 500HJ toute expertise confondue.

Les quantités citées ci-dessus sont estimées et l'adjudicataire ne peut demander des dommages et intérêts sur base que les quantités annoncées n'ont pas été atteintes.

3 Procédures

3.1 Procédure visant la conclusion de l'accord-cadre

Afin de déterminer le participant unique à l'accord-cadre, le soumissionnaire devra remettre une offre initiale qui sera évaluée selon les critères d'attribution fixés. Par ailleurs, le soumissionnaire devra rencontrer les exigences fixées pour les critères de sélection et démontrer qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion.

3.1.1 Mode de passation

Le marché visant la conclusion de l'accord-cadre est attribué via une procédure ouverte, conformément à l'article 36 de la loi du 17 juin 2016 et selon la modalité de l'accord-cadre au sens de l'article 43 de la loi du 17 juin 2016.

3.1.2 Publication

3.1.2.1 Publication officielle

Le présent marché fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin des Adjudications et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

3.1.2.2 Publication complémentaire

Le présent CSC est publié sur le site Web de Enabel (www.enabel.be).

Un avis également sera publié sur les sites RIMTIC et BETA.

3.1.3 Informations

L'attribution de ce marché est coordonnée par la cellule contractualisation en Mauritanie. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via cette personne et il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent cahier spécial des charges.

Jusque 10 jours avant la date limite de dépôt des offres, les candidats-soumissionnaires peuvent poser des questions concernant le cahier spécial des charges et le marché. Les questions seront posées par écrit à procurement.mrt@enabel.be et il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception.

Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Les documents de marché sont accessibles gratuitement sur www.enabel.be (allez sur « Travailler pour Enabel » à « Marchés publics » à Sélectionner « Mauritanie » dans le menu déroulant).

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des rectifications éventuelles concernant l'avis de marché ou le cahier spécial des charges qui sont publiées au Bulletin des Adjudications et sur le www.enabel.be (allez sur « Travailler pour Enabel » à « Marchés publics » à Sélectionner « Mauritanie » dans le menu déroulant).

Conformément à l'article 81 de l'A.R. du 18 avril 2017, le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 10 jours avant la date limite de réception des offres.

3.1.4 Offre

3.1.4.1 Données à mentionner dans l'offre

L'attention des soumissionnaires est attirée sur les principes généraux édictés au titre 1

de la loi du 17 juin 2016 et qui sont applicables à la présente procédure de passation.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint à la partie 6 et en annexe en format WORD. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entière responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire.

L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français. Tout document annexe à l'offre émis dans une autre langue que le français devra être accompagné de sa traduction en français.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente, même si celles-ci sont mentionnées dans l'une ou l'autre annexe à son offre.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.1.4.2 Durée de validité de l'offre

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception des offres.

3.1.4.3 Détermination des prix de l'offre initiale

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement libellés en EURO ou en MRU.

Les soumissionnaires mauritaniens ainsi que les soumissionnaires non mauritaniens mais présents en Mauritanie doivent remettre prix en MRU.

Le présent marché est un marché à bordereau de prix, ce qui signifie que seul le prix unitaire est forfaitaire. Le prix à payer sera obtenu en appliquant le prix unitaire mentionné dans l'inventaire aux quantités réellement exécutées.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

La comparaison des offres se fera en EUROS. Les prix remis en MRU seront donc convertis en EUROS selon le taux de change moyen MRU-EUR défini par la Banque Centrale de Mauritanie et en vigueur le jour de la date limite de réception des offres.

Si toutes les offres sont en MRU la comparaison se fera en MRU.

3.1.4.4 Eléments inclus dans les prix de l'offre

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais et impositions généralement quelconques grevant les services, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

Sont notamment inclus dans les prix :

- La gestion administrative et le secrétariat ;
- Le déplacement et le transport ;
- L'assurance ;
- Les honoraires, per diem et frais de visa ;
- La documentation relative aux services ;
- La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;

- Les emballages ;
- La formation nécessaire à l'usage ;
- **la retenue à la source sur les honoraires relatifs aux services prestés en Mauritanie (15% des honoraires pour les prestataires non-résidents en Mauritanie et 2.5% des honoraires pour les prestataires résidents en Mauritanie) ;**
- Le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- Les droits de douane et d'accise relatifs au matériel et aux produits utilisés ;

Mais également les frais de communication (internet compris), tous les coûts et frais de personnel ou de matériel nécessaires à l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires à l'exécution du marché.

Les frais suivants ne doivent pas être inclus dans les prix unitaires de l'offre initiale :

- Le programme Enabel prend en charge, le cas échéant, les coûts liés à l'organisation de réunions d'ateliers ou de formations.

3.1.5 Introduction des offres

Le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre pour ce marché.

Le soumissionnaire introduit son offre de la manière suivante :

Un exemplaire original de l'offre complète sera introduit sur papier. En plus, le soumissionnaire joindra à l'offre une copie numérique de son offre sous forme d'un ou plusieurs fichiers au format PDF sur clé USB. En cas de divergence, l'original prévaut.

L'offre y compris ses annexes, ainsi que tous les documents d'accompagnement doivent être numérotés et signés (**signature manuscrite originale**) par le soumissionnaire ou son mandataire. Il en va de même de toute surcharge, rature ou mention qui y serait apportée. Le mandataire doit faire apparaître qu'il est autorisé à engager le soumissionnaire. Si le soumissionnaire est une société / association sans personnalité juridique, constituée de personnes physiques ou morales distinctes (association momentanée), l'offre doit être signée par chacune de ces personnes.

Les offres sont introduites sous pli définitivement scellé portant la mention « **Offre MRT22001-10120** »

L'offre devra être réceptionnée **avant** le **20 mars 2025 à 16H00 minutes** et transmise à l'adresse suivante :

Enabel – Mauritanie – zone résidentielle de l'Ilot K Lot 216, Nouakchott-Mauritanie

L'offre est introduite selon l'une des manières ci-dessous :

Soit

- a) Par remise en main propre contre accusé de réception.

Soit

b) Par la poste (envoi normal ou recommandé ou courrier express type « DHL » ou équivalent) : Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : du lundi au jeudi : de 8 h 00 à 17 h 00. Le vendredi de 8 h 00 à 12 h 00.

Pour plus d'informations sur l'adresse vous pouvez contacter le 0022244433456.

Toutes les offres doivent être reçues avant la date et l'heure limites de réception des offres.

Les offres transmises après la date et l'heure limites de réception des offres seront rejetées.

Cependant, l'offre envoyée par courrier recommandé ou par courrier Express pourra être prise en compte si elle a été déposée à la poste ou auprès de l'opérateur de courrier express au moins 4 jours avant la date limite de réception des offres. Il est de la responsabilité du soumissionnaire de fournir la preuve de la date de dépôt du courrier. Pour l'offre transmise par courrier normal, seule la date de réception du courrier sera prise en compte.

En cas d'envoi par courrier express, en plus de l'adresse ci-dessus prière de mentionner les n° de téléphones suivants : 0022244433456

3.1.6 Modification ou retrait d'une offre initiale déjà introduite

Lorsqu'un soumissionnaire souhaite modifier ou retirer une offre déjà envoyée ou introduite, ceci doit se dérouler conformément aux dispositions des articles 43 et 85 de l'arrêté royal du 18 avril 2017.

Le retrait ou la modification de l'offre est communiqué selon les mêmes modalités que pour l'introduction de l'offre et au plus tard à la date et l'heure limite fixées pour la réception des offres.

L'objet et la portée des modifications doivent être indiqués avec précision.

Le retrait doit être pur et simple.

3.1.7 Ouverture des offres

L'ouverture des offres se fera à huis-clos.

3.1.8 Sélection des soumissionnaires

3.1.8.1 Document Unique de Marché Européen (DUME)

Par le dépôt de son offre accompagnée du document unique de marché européen (DUME) complété, le soumissionnaire déclare officiellement sur l'honneur :

- Qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion obligatoires ou facultatifs, qui doit ou peut entraîner son exclusion ;
- Qu'il répond aux critères de sélection qui ont été établis par le pouvoir adjudicateur dans le présent marché.

Le soumissionnaire génère le DUME via <https://dume.publicprocurement.be/> et ensuite joint le version PDF signée à l'offre **ou complète et signe le DUME joint annexe du présent cahier spécial des charges.**

Un manuel service DUME, incluant les lignes directrices pour les entreprises est disponible à l'adresse suivante :

https://www.publicprocurement.be/sites/default/files/documents/man_espd_entreprise_fr_100.pdf

Lorsque l'offre est déposée par un groupement d'opérateurs économiques, l'offre doit contenir un DUME pour chaque participant au groupement.

Lorsque le candidat ou le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités au sens du paragraphe 1^{er} de l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017, le candidat ou le soumissionnaire, selon le cas, répond à la question reprise à la partie II, C, du DUME visé à l'article 38 de l'A.R. du 18 avril 2017. Il mentionne également pour quelle part du marché il fait appel à cette capacité et quelles autres entités il propose.

Si le soumissionnaire fait appel à la capacité d'autres entités (au sens du paragraphe 1^{er} de l'article 73 de l'A.R. du 18 avril 2017), alors le soumissionnaire doit joindre à son offre un DUME complété et signé par ces entités.

Conformément à l'article 38 §2 de l'A.R. du 18 avril 2017, pour ce qui concerne la partie IV du DUME relative aux critères de sélection, le pouvoir adjudicateur a décidé de limiter les informations à compléter à la seule question de savoir si l'opérateur économique remplit les critères de sélection requis, conformément à la section " *Indication globale pour tous les critères de sélection* ". Cette seule section doit alors être complétée.

3.1.8.2 Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés la déclaration sur l'honneur du point 6.6 du présent cahier spécial des charges.

En outre, le soumissionnaire joint à son offre les documents suivants :

1) un extrait du casier judiciaire au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) dans le cas où il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales ;

2) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des cotisations sociales, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne ;

3) le document justifiant que le soumissionnaire est en règle en matière de paiement des impôts et taxes, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement les certificats ou les informations pertinentes en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne.

4) le document attestant que le soumissionnaire n'est pas en situation de faillite, sauf lorsque le pouvoir adjudicateur a la possibilité d'obtenir directement le 14 document ou l'information pertinente en accédant à une base de données nationale gratuite dans un État membre de l'Union européenne.

Si les documents ne sont pas joints, le soumissionnaire doit être en mesure de fournir les documents listés ci-dessus à la demande de l'adjudicateur dans les plus brefs délais.

Si le soumissionnaire ne transmet pas le ou les documents demandés dans le délai fixé, l'adjudicateur se réserve le droit d'exclure le soumissionnaire.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de ne pas attendre la demande de l'adjudicateur et de demander le plus rapidement possible auprès des autorités compétentes du pays dans lequel ils sont établis, les documents qu'ils n'auraient pas joints à leur offre. En effet, les délais pour l'obtention de certains documents peuvent être longs.

Le caractère récent des documents susvisés est établi dans la mesure où ces derniers datent de moins de six mois par rapport à la date ultime de dépôt des offres.

Les soumissionnaires de nationalité belge et disposant d'un numéro d'entreprise ne doivent fournir que l'extrait de casier judiciaire. Le Pouvoir adjudicateur vérifiera lui-même, via le système Télémarc, la situation du soumissionnaire pour les points 2, 3 et 4.

3.1.8.3 Conflit d'intérêts et mécanisme du « tourniquet »

Dans le cadre de la lutte contre les conflits d'intérêts, en particulier afin d'éviter le mécanisme du tourniquet (« revolving doors »), tel que défini dans la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations Unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003, le soumissionnaire s'abstient de faire appel à un ou plusieurs anciens collaborateurs (internes ou externes) d'Enabel dans les deux ans qui suivent son/leur démission, départ à la retraite ou tout autre type de départ d'Enabel, d'une quelconque manière, directement ou indirectement, pour l'élaboration et/ou l'introduction de son offre ou toute autre intervention dans le cadre de la procédure de passation, ainsi que pour certaines tâches à réaliser dans le cadre de l'exécution du présent marché.

La disposition qui précède ne s'applique toutefois que lorsqu'un lien direct existe entre les précédentes activités prestées pour le pouvoir adjudicateur par la ou les personnes concernées et ses/leurs activités dans le cadre du présent marché.

Toute infraction à cette mesure pouvant être de nature à fausser les conditions normales de la concurrence est passible d'une sanction conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Concrètement, cette sanction consiste, selon le cas, soit à écarter l'offre, soit à résilier le marché.

3.1.8.4 Critère de sélection

Le soumissionnaire est, en outre, tenu de démontrer à l'aide des documents demandés ci-dessous qu'il est suffisamment capable, de mener à bien le présent marché public.

Capacité financière :

Le soumissionnaire doit soumettre une attestation de ligne de crédit ou de disponibilité financière délivrée par une banque, d'un montant au moins égal à **15 000 euros**.

Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

Le soumissionnaire remet soit :

- **Une attestation bancaire de ligne de crédit ou de disponibilité financière prouvant l'existence de lignes de crédit ou d'avoir en liquidité ; (Voir modèle en annexe soit le modèle 6.8 ou 6.9)**
- **Ou**
- **Une déclaration de capacité financière (Voir modèle en annexe modèle 6.10).**

Capacité technique :

Pour être sélectionné, le soumissionnaire doit prouver qu'il dispose des qualifications minimales suivantes :

- **Le coordonnateur chef de mission** doit démontrer une Expérience professionnelle minimale de 10 années en Mauritanie ou en Afrique sahélienne dans le développement rural ; Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit
- **Expert « animation de réseau de conseil agropastoral »** doit démontrer une Expérience professionnelle minimale de 5 années en Mauritanie ou en Afrique sahélienne dans le développement rural ; Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit
- **Technicien animateur N°1** doit démontrer une expérience professionnelle minimale de 3 années en Mauritanie ou en Afrique sahélienne dans la filière maraîchère, fourrage et/ou la petite irrigation paysanne ; Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit ; Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées
- **Technicien animateur N°2** doit démontrer une expérience professionnelle minimale de 3 années en Mauritanie ou en Afrique sahélienne dans la filière maraîchère, fourrage et/ou la petite irrigation paysanne ; Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit ; Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées
- **Technicien animateur N°3** doit démontrer une expérience professionnelle minimale de 3 années en Mauritanie ou en Afrique sahélienne dans la filière maraîchère, fourrage et/ou la petite irrigation paysanne ; Maîtrise du français tant à l'oral qu'à l'écrit ; Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées

Documents à remettre pour l'évaluation de ce critère :

Le soumissionnaire remet soit :

- CV ;
- Tableau profil.

3.1.9 Evaluation des offres

3.1.9.1 Aperçu de la procédure

Dans une première phase, les offres introduites par les soumissionnaires seront examinées sur le plan de la régularité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités (substantielle et/ou non substantielle) dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

Dans une seconde phase, les offres seront examinées sur le plan du fond par un comité d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés dans le présent cahier spécial des charges. Si nécessaire, les irrégularités qui empêchent la comparaison des offres seront levées avant l'évaluation des offres. Cette première évaluation donnera lieu à un premier classement.

Après cette première évaluation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les offres afin d'en améliorer le contenu. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit de ne négocier que les offres apparues comme significativement les meilleures. Les

critères d'attribution ne font pas l'objet de négociations. Cependant, le pouvoir adjudicateur peut également décider de ne pas négocier.

Lorsque le pouvoir adjudicateur entend conclure les négociations, il en informera les soumissionnaires restant en lice et fixera une date limite commune pour la présentation d'éventuelles BAFO. Après la clôture des négociations, les BAFO des soumissionnaires restant en lice seront confrontées aux critères d'attribution et un classement définitif sera établi. Le soumissionnaire dont la BAFO présente le meilleur rapport qualité/prix (donc celui qui obtient le meilleur score sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-après) sera désigné comme le participant unique avec lequel l'accord-cadre sera conclu.

3.1.9.2 Critères d'attribution

Critère 1 : le prix total – 30 points

Le montant pris en compte pour l'évaluation de ce critère est la somme des prix unitaires.

La cotation de ce critère se fera sur base d'une simple règle de trois, l'offre la plus basse remportant le maximum des points :

$$\text{Cotation offre A} = \frac{\text{Montant offre la plus basse}}{\text{Montant offre A}} \times 30$$

Document à remettre pour l'évaluation de ce critère :

- Formulaire d'offre de prix complété et signé.

Critère 2 : la qualité de l'expertise professionnelle proposée – 55 points :

- **Le coordonnateur chef de mission – 25 points :**
 - Expériences avérées de renforcement de capacités d'acteurs des filières agropastorales et sur les questions de renforcement de capacités des OSP / OP agropastorales : analyse / diagnostic et mise en œuvre de plans de renforcement ; appui à la mise en place de services au sein des OSP : au moins 3 expériences dans deux de ces trois domaines – **10 points** ;
 - Expérience avérée dans l'appui à la filière maraîchère et/ou fourrage en Mauritanie : accompagnement des maraîchers, de la production à la commercialisation, conseil de gestion etc. : au moins 3 expériences dans deux de ces trois domaines – **10 points** ;
 - Expérience avérée dans la coordination d'actions de développement / appui aux filières agricoles en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences – **5 points** ;
- **Expert « animation de réseau de conseil agropastoral » - 15 points :**
 - Expérience avérée dans la conception, la mise en place, l'administration et l'animation de site internet dédié : au moins 3 expériences dans ce domaine – **5 points** ;
 - Expérience avérée dans la conception de dispositif d'information et de conseil à distance aux producteurs : groupe WhatsApp / groupes de discussions thématiques : au moins 1 expérience dans un de ces deux domaines – **5 points** ;
 - Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées – **5 points** ;

- **Technicien animateur N°1 – 5 points :**

- Expérience avérée dans la mise en œuvre d'aménagement de type jardins maraîchers, dans l'appui à la production agrobiologique et la commercialisation de produits maraîchers et/ou fourragers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences dans deux de ces trois domaines – **2 points** ;
- Expérience avérée dans le suivi et l'organisation de producteurs maraîchers et d'animateurs ruraux dans les domaines de la production maraîchère/fourrage et de la gestion des jardins maraîchers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences – **2 points** ;
- Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées – **1 point** ;

- **Technicien animateur N°2 – 5 points :**

- Expérience avérée dans la mise en œuvre d'aménagement de type jardins maraîchers, dans l'appui à la production agrobiologique et la commercialisation de produits maraîchers et/ou fourragers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences dans deux de ces trois domaines – **2 points** ;
- Expérience avérée dans le suivi et l'organisation de producteurs maraîchers et d'animateurs ruraux dans les domaines de la production maraîchère/fourrage et de la gestion des jardins maraîchers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences – **2 points** ;
- Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées – **1 point** ;

- **Technicien animateur N°3 – 5 points :**

- Expérience avérée dans la mise en œuvre d'aménagement de type jardins maraîchers, dans l'appui à la production agrobiologique et la commercialisation de produits maraîchers et/ou fourragers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences dans deux de ces trois domaines – **2 points** ;
- Expérience avérée dans le suivi et l'organisation de producteurs maraîchers et d'animateurs ruraux dans les domaines de la production maraîchère/fourrage et de la gestion des jardins maraîchers en Mauritanie ou en Afrique sahélienne : au moins 2 expériences – **2 points** ;
- Bonne maîtrise d'au moins 2 des langues locales (hassanya, wolof, pular) : au moins 2 langues nationales maîtrisées – **1 point** ;

La maîtrise de la langue est démontrée de l'une des manières suivantes : (i) la langue est la langue des études supérieures et/ou (ii) une expérience de travail d'au moins 5 ans dans un environnement professionnel francophone et/ou (iii) un certificat/diplôme d'un organisme de formation en langue.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la maîtrise de la langue via un entretien (téléphone ou autre moyen à distance).

Document à remettre pour l'évaluation de ce critère :

Pour l'évaluation de ce critère le soumissionnaire remet pour chaque consultant proposé les documents suivants :

- CV détaillé de chaque consultant proposé ;
- Tableau profil expert complété pour chaque consultant.

- Pour chacun des experts proposés : l'attestation signée d'exclusivité et de disponibilité à exécuter les prestations pour le compte du soumissionnaire pendant la durée du marché.

L'expérience est quantifiée en hommes-mois.

Pour que son offre soit régulière et puisse être reprise à l'accord-cadre, le soumissionnaire doit obtenir une note globale de minimum 60% des points pour ce critère. C'est-à-dire une note globale de minimum 33/55.

Méthodologie – 15 points :

Le soumissionnaire présentera une note méthodologique (**5 pages A4 maximum**). Cette note contiendra au minimum les éléments suivants :

- La compréhension des termes de référence (y compris d'éventuels éléments critiques) et la stratégie proposée pour leur mise en œuvre – 3points
- La démarche méthodologique, les activités principales, et organisation logistique en rapport aux différentes tâches décrites dans les termes de référence, et un chronogramme prévisionnel de mobilisation de l'équipe proposée – 12points

Les cotations pour les critères d'attribution seront additionnées pour obtenir la cote totale.

3.1.10 Conclusion de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera conclu avec le soumissionnaire ayant proposé l'offre ou la BAFO régulière classée 1^e, après que le pouvoir adjudicateur aura vérifié, à l'égard de ce soumissionnaire, les motifs d'exclusion.

L'accord-cadre se conclut par la notification au participant de la décision du pouvoir adjudicateur.

La notification est adressée par lettre recommandée ou par courriel. En cas de transmission par courriel, la notification sera signée via une signature électronique qualifiée.

Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l'art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n'existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur de conclure l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à la conclusion de l'accord-cadre, soit recommencer la procédure, au besoin suivant un autre mode.

Les documents qui régissent l'accord-cadre sont :

- Le présent CSC et ses annexes ;
- L'offre ou la BAFO approuvée et toutes ses annexes ;
- La lettre recommandée portant notification de la décision de la conclusion de l'accord ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

3.2 Procédure visant la commande des marchés fondés sur l'accord-cadre

Au fur et à mesure des besoins, des missions seront réalisées afin d'arriver à atteindre les objectifs décrits à la partie 5 Termes de référence.

Pour chaque mission, une demande service sera adressée au prestataire par le

fonctionnaire dirigeant. Cette demande sera accompagnée de termes de référence spécifiques (prestations attendues, livrables, période et délai d'exécution, etc).

Le prestataire marquera l'acceptation de la mission et des termes de références (le cas échéant après négociation) en renvoyant la demande de service signée par la personne habilitée à engager le prestataire.

Le pouvoir adjudicateur confirmera la demande de prestation par l'envoi d'un bon de commande signé par ses représentants dûment mandatés.

Pour la réalisation des missions fondées sur l'accord-cadre, les prix unitaires de l'offre initiale seront d'application.

Les frais suivants seront pris en charge directement par Enabel ou remboursés sur pièces justificatives :

- Le programme Enabel prend en charge, le cas échéant, les coûts liés à l'organisation de réunions d'ateliers ou de formations.

Attention :

- Le tarif journalier est payé pour tous les jours de travail effectif, même s'il s'agit d'un jour de week-end ou d'un jour férié, selon le planning de travail accepté.
- Les jours de voyage internationaux ne sont pas rémunérés.

4 Dispositions contractuelles particulières

Préambule

Le présent chapitre contient les clauses particulières applicables **à tous les marchés publics fondés sur l'accord-cadre** par dérogation aux 'Règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics' de l'AR du 14 janvier 2013, ci-après 'RGE' ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des RGE. En l'absence d'indication, les dispositions pertinentes des RGE sont intégralement d'application.

Il est dérogé aux articles 25-33 des Règles Générales d'Exécution (voir point 2.10 « Cautionnement (art. 25 à 33) »). Cette dérogation est motivée par l'idée de laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre.

Pour l'exécution de l'accord-cadre lui-même, seuls les articles suivants des RGE sont d'application : les articles 1 à 9, 12 §4, 37 à 38/19 et 61 à 63. La gestion de l'accord-cadre est confiée à Monsieur Jacques Fournier, jacques.fournier@enabel.be, IM - Securalim.

4.1 Utilisation des moyens électroniques (art. 10)

L'adjudicateur autorise l'utilisation des moyens électroniques pour l'échange des pièces écrites.

Que des moyens électroniques soient utilisés ou non, les communications, les échanges et le stockage d'informations se déroulent de manière à assurer que l'intégrité et la confidentialité des données soient préservées.

4.2 Fonctionnaire dirigeant (art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est Monsieur Jacques Fournier, jacques.fournier@enabel.be, IM - Securalim.

Le fonctionnaire dirigeant est la personne chargée de la direction et du contrôle de l'exécution du marché.

Dès la conclusion du contrat, le fonctionnaire dirigeant est l'interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l'exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce CSC.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l'exécution du marché, y compris la délivrance d'ordres de service, l'établissement de procès-verbaux et d'états des lieux, l'approbation des services, des états d'avancements et des décomptes.

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à signer les avenants ou à modifier les modalités (p. ex., délais d'exécution, ...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le CSC et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point 1.2 Le pouvoir adjudicateur.

4.3 Sous-traitants (art. 12 à 15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le prestataire de services s'engage à faire exécuter le marché par les personnes indiquées dans l'offre, sauf dans les cas prévus au point 4.10. Les personnes mentionnées ou leurs

remplaçants sont tous censés participer effectivement à la réalisation du marché. Les remplaçants doivent être agréés par le pouvoir adjudicateur.

4.4 Confidentialité (art. 18)

Les connaissances et renseignements recueillis par l'Adjudicataire, en ce compris par toutes les personnes en charge de la mission ainsi que par toutes autres personnes intervenant, dans le cadre du présent marché sont strictement confidentiels.

En aucun cas les informations recueillies, peu importe leur origine et leur nature, ne pourront être transmis à des tiers sous quelque forme que ce soit.

Toutes les parties intervenantes directement ou indirectement sont donc tenues au devoir de discrétion.

Conformément à l'article 18 de l'A.R. du 14 /01/2013 relatif aux règles générales d'exécution des marchés publics, le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire s'engage à considérer et à traiter de manière strictement confidentiels, toutes informations, tous faits, tous documents et/ou toutes données, quels qu'en soient la nature et le support, qui lui auront été communiqués, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, ou auxquels il aura accès, directement ou indirectement, dans le cadre ou à l'occasion du présent marché. Les informations confidentielles couvrent notamment, sans que cette liste soit limitative, l'existence même du présent marché.

A ce titre, il s'engage notamment :

- À respecter et à faire respecter la stricte confidentialité de ces éléments, et à prendre toutes précautions utiles afin d'en préserver le secret (ces précautions ne pouvant en aucun cas être inférieures à celles prises par le Soumissionnaire pour la protection de ses propres informations confidentielles) ;
- À ne consulter, utiliser et/ou exploiter, directement ou indirectement, l'ensemble des éléments précités que dans la mesure strictement nécessaire à la préparation et, le cas échéant, à l'exécution du présent marché (en ayant notamment égard aux dispositions législatives en matière de protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel) ;
- À ne pas reproduire, distribuer, divulguer, transmettre ou autrement mettre à disposition de tiers les éléments précités, en totalité ou en partie, et sous quelque forme que ce soit, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur ;
- À restituer, à première demande du Pouvoir Adjudicateur, les éléments précités ;
- D'une manière générale, à ne pas divulguer directement ou indirectement aux tiers, que ce soit à titre publicitaire ou à n'importe quel autre titre, l'existence et/ou le contenu du présent marché, ni le fait que le Soumissionnaire ou l'Adjudicataire exécute celui-ci pour le Pouvoir Adjudicateur, ni, le cas échéant, les résultats obtenus dans ce cadre, à moins d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Pouvoir Adjudicateur. »

4.5 Protection des données personnelles

4.5.1 Traitement des données personnelles par le pouvoir adjudicateur

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la

protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

4.5.2 Traitement des données personnelles par l'adjudicataire

Si durant l'exécution du marché, l'adjudicataire traite des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur ou en exécution d'une obligation légale, les dispositions suivantes sont d'application.

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec ce marché, l'adjudicataire est tenu de se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après "RGPD") ainsi qu'à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Par le seul fait de participer à la procédure de passation du marché, le soumissionnaire atteste qu'il se conformera strictement aux obligations du RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en lien avec ce marché.

Compte tenu du marché il est à considérer que le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire seront chacun et ce, individuellement, responsables du traitement.

4.6 Droits intellectuels (art. 19 à 23)

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans préjudice de l'alinéa 1er et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.

En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

4.7 Assurances (art.24)

L'adjudicataire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail et sa responsabilité civile vis-à-vis des tiers lors de l'exécution du marché.

Il veille à ce que lui-même, son personnel, ses sous-traitants et toute personne dont il doit répondre, soient couverts par un contrat d'assurance prenant en charge, outre l'intervention d'une assurance légale éventuelle, la totalité des frais médicaux et des frais de rapatriement.

Sous son entière responsabilité et sans préjudice de l'obligation de souscrire toute assurance couvrant ses obligations en vertu du présent accord, l'adjudicataire veillera à ce que soient souscrites toutes les assurances obligatoires dans le respect et l'application des lois et règlements en vigueur dans le pays dans lequel les prestations sont exécutées.

4.8 Cautionnement (art.25 à 33)

Le cautionnement est constitué par marché subséquent. Le cautionnement est fixé à 5% du montant total, hors TVA, du marché subséquent. Le montant ainsi obtenu

est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Cependant, aucun cautionnement ne sera exigé si le délai d'exécution du marché subséquent ne dépasse pas 45 jours calendriers ou si le montant du marché est inférieur à 50.000€ HTVA.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif.

Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Par dérogation à l'article 26, le cautionnement peut être établi via un établissement dont le siège social se situe dans un autre pays que la Belgique. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre. Cette mesure est rendue indispensable par les exigences particulières du marché.

L'adjudicataire doit, dans les trente jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

- 1° lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations Complétez le plus précisément possible le formulaire suivant : https://finances.belgium.be/sites/default/files/01_marche_public.pdf (PDF, 1.34 Mo), et renvoyez-le à l'adresse e-mail info.cdcdck@minfin.fed.be
- 2° lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 3° lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire
- 4° lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

- 1° soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 2° soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;
- 3° soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 4° soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
- 5° soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de trente jours calendrier visé ci-avant est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

La demande de l'adjudicataire de procéder à la réception définitive tient lieu de demande de libération de la totalité de celui-ci.

4.9 Documents du marché (art. 34-36)

Les prestations doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

4.10 Modifications du marché (art. 37 à 38/19)

4.10.1 Remplacement de l'adjudicataire (art. 38/3)

Pour autant qu'il remplisse les critères de sélection ainsi que les critères d'exclusions repris dans le présent document, un nouvel adjudicataire peut remplacer l'adjudicataire avec qui le marché initial a été conclu dans les cas autres que ceux prévus à l'art. 38/3 des RGE.

L'adjudicataire introduit sa demande le plus rapidement possible par envoi recommandé, en précisant les raisons de ce remplacement, et en fournissant un inventaire détaillé de l'état des fournitures et services déjà exécutées, les coordonnées relatives au nouvel adjudicataire, ainsi que les documents et certificats auxquels le pouvoir adjudicateur n'a pas accès gratuitement. Les prestations exécutées par l'adjudicataire initial feront l'objet d'un PV de réception.

Le remplacement fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois parties. L'adjudicataire initial reste responsable vis à vis du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la partie déjà exécutée du marché.

4.10.2 Révision des prix (art. 38/7)

Pour le présent marché, aucune révision des prix n'est possible.

4.10.3 Circonstances imprévisibles (art. 38/11)

L'adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché pendant une période donnée, notamment lorsqu'il estime que le marché ne peut pas être exécuté sans inconvénient à ce moment-là.

Le délai d'exécution est prolongé à concurrence du retard occasionné par cette suspension, pour autant que le délai contractuel ne soit pas expiré. Lorsque ce délai est expiré, une remise d'amende pour retard d'exécution sera consentie.

Lorsque les prestations sont suspendues, sur la base de la présente clause, l'adjudicataire est tenu de prendre, à ses frais, toutes les précautions nécessaires pour préserver les prestations déjà exécutées et les matériaux, des dégradations pouvant provenir de conditions météorologiques défavorables, de vol ou d'autres actes de malveillance.

L'adjudicataire a droit à des dommages et intérêts pour les suspensions ordonnées par l'adjudicateur lorsque :

- La suspension dépasse au total un vingtième du délai d'exécution et au moins dix jours ouvrables ou quinze jours de calendrier, selon que le délai d'exécution est exprimé en jours ouvrables ou en jours de calendrier ;
- La suspension n'est pas due à des conditions météorologiques défavorables ;
- La suspension a lieu endéans le délai d'exécution du marché.

Dans les trente jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance, l'adjudicataire dénonce les faits ou les circonstances de manière succincte au pouvoir adjudicateur et décrit de manière précise leur sur le déroulement et le coût du marché.

4.10.4 Conditions d'introduction (art. 38/14)

Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicataire qui veut se baser sur une des clauses de réexamen, telles que visées aux articles 38/09 à 38/12, doit dénoncer les faits ou les circonstances sur lesquels il se base, par écrit dans les 30 jours de leur survenance ou de la date à laquelle l'adjudicataire ou le pouvoir adjudicateur aurait normalement dû en avoir connaissance.

4.10.5 Clause de réexamen (art.38) : révision des prestations en cas de reprise des restrictions sanitaires liées à la pandémie COVID 19

les prestations telles prévues dans les présents termes de références et/ou dans les termes de références spécifiques (des marchés subséquents), les éléments suivants pourront faire l'objet de modification : les modalités des prestations pourront être revues et un appui à distance pourra être envisagé, le délai d'exécution pourra être suspendu pendant la durée où les prestations seraient impossibles, le délai d'exécution des prestations pourrait être allongé.

Les modifications feront l'objet d'un avenant.

4.10.6 Clause de réexamen (art.38) : Remplacement d'un expert exécutant la mission

En cas d'indisponibilité d'un des experts pour cause de maladie ou démission, l'adjudicataire peut proposer le remplacement de l'expert en respectant les conditions et modalités suivantes.

Le remplacement peut être temporaire ou définitif.

L'adjudicataire introduira auprès du fonctionnaire dirigeant de l'accord-cadre le CV de l'expert proposé en remplacement et l'accord de l'expert de prêter pour le compte de l'adjudicataire.

L'expert proposé doit disposer des compétences similaires et conformes aux exigences des critères d'attribution. Lorsque le remplacement est temporaire, le pouvoir adjudicateur peut accepter un profil moins expérimenté mais alors pour un prix revu à la baisse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou de refuser le nouvel expert.

Dans le cadre d'une demande il peut proposer maximum 2 experts différents.

L'adjudicataire peut demander le remplacement définitif de maximum un des deux experts.

Les modifications feront l'objet d'un avenant.

4.10.7 Clause de réexamen (art.38) : Ajout d'un profil non prévu initialement

Si avant la conclusion ou en cours d'exécution de l'un des marchés subséquents, les prestations à réaliser requièrent le recours à un ou des experts non initialement prévus, il sera possible d'ajouter le ou les profil(s) requis suite à une négociation avec le participant unique à l'accord-cadre.

La modification fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre ou au marché subséquent selon le cas.

4.11 Réception technique (art. 41, 3°)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit à n'importe quel moment de la prestation de demander au prestataire de services un rapport d'activité (réunions tenues, personnes rencontrées, institutions visitées, résumé des résultats, problèmes rencontrés et problèmes non résolus, déviation par rapport au planning et déviations par rapport aux TdR...).

4.12 Modalités en matière de sécurité

1. Le prestataire est responsable des mesures de sécurité de son personnel.

Le prestataire met en place pour son personnel des mesures de sécurité proportionnelles au danger physique auquel il pourrait être exposé dans le pays où il travaille. Le prestataire est tenu de surveiller le niveau de risque physique auquel est exposé son personnel et de tenir Enabel informée de la situation. Si Enabel ou le prestataire prend connaissance d'une menace imminente pour la vie ou la santé de l'un ou l'autre des membres du personnel du prestataire, ce dernier prend immédiatement des mesures d'urgence en vue de mettre en sécurité les personnes concernées. Si le prestataire prend de telles mesures, il en informe immédiatement Enabel.

2. Selon les règles en vigueur en Mauritanie, la prise en charge de l'escorte en zone rouge est assurée par l'Etat.

3. Résiliation anticipée - Cas de force majeure en cas de dégradation de la situation sécuritaire

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment et avec effet immédiat, résilier le marché, sous réserve des présentes dispositions, en raison de circonstances indépendantes de la volonté de l'adjudicataire.

Le cas de résiliation du présent article concerne également les personnes conjointement et solidairement responsables de l'exécution du marché.

Aucune des parties n'est considérée comme ayant manqué ou ayant contrevenu à ses obligations contractuelles si elle en est empêchée par une situation de force majeure survenue après la date de notification de l'attribution du marché.

Si l'une des parties estime qu'un cas de force majeure susceptible d'affecter l'exécution du marché est survenu, elle en avise sans délai l'autre partie, par écrit, en précisant la nature, la durée probable et les effets envisagés de cet événement. Sauf instruction contraire par le pouvoir adjudicateur, l'adjudicataire continue à exécuter le marché dans la mesure où cela lui est raisonnablement possible et cherche tous autres moyens raisonnables permettant de remplir celles de ses obligations que le cas de force majeure ne l'empêche pas d'exécuter.

Si un cas de force majeure s'est produit, chaque partie a le droit de donner à l'autre un préavis de 30 jours pour résilier le marché. Si, à l'expiration de la période de 30 jours, le cas de force majeure persiste, le marché est résilié.

Dans ce cas, conformément à l'article 63 des RGE, le pouvoir adjudicateur prévoit la liquidation du marché dans l'état où il se trouve, en tenant compte après réception de la valeur des services effectués, à l'exclusion de dommages et intérêts.

4.13 Modalités d'exécution (art. 145 es)

4.13.1 Conflit d'intérêts (art. 145)

Toute constatation par le pouvoir adjudicateur d'une infraction aux prescriptions prises en vertu de l'article 6 de la loi peut entraîner la nullité du marché.

4.13.2 Délais d'exécution (art. 147)

Le délai d'exécution des prestations sera déterminé dans les TdR spécifiques de chacun des marchés subséquents.

Le délai d'exécution commencera à courir à compter de la lettre notifiant la conclusion du marché subséquent.

4.13.3 Lieu où les services doivent être exécutés et formalités (art. 149)

Les services seront exécutés aux adresses suivantes :

- Au domicile ou au bureau des consultants ;
- A Nouakchott, et dans les 7 régions d'intervention de SECURALIM ;

Également au Sud le Brakna, le Trarza, le Gorgol ; et dans le Sud-Est le Hodh El Chargui, le Hodh El Garbi, l'Assaba et le Guidimakha. Dans le Sud-Est, un dispositif de 10 « JMC » est déployé avec l'appui du RIMFIL, en partenariat avec AgriSahel. La bonne valorisation du dispositif existant comme centre de formation sera recherchée, ainsi que son ancrage aux OSP régionales.

Il est important de mentionner que le Hodh el Chargui se situe intégralement en zone de sécurité rouge (selon classement diplomatie.gouv.fr).

4.14 Responsabilité du prestataire de services (art. 152-153)

Le prestataire de services assume l'entière responsabilité des erreurs ou manquements dans les services réalisés.

Les services qui ne satisfont pas aux clauses et conditions du marché ou qui ne sont pas exécutés conformément aux règles de l'art sont recommencés par le prestataire à ses propres frais, risques et périls.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

4.15 Moyens d'action du Pouvoir Adjudicateur (art. 44-51 et 154-155)

Le défaut du prestataire de services ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au prestataire de services d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger au prestataire de services une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme

des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au RGE, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.15.1 Défaut d'exécution (art. 44)

§1 L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché:

1° lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché;

2° à tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;

3° lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

§ 2 Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre recommandée.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre recommandée adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

§ 3 Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45 à 49, 154 et 155.

4.15.2 Pénalités (art.45)

Tout défaut d'exécution peut donner lieu à une pénalité tel que décrit dans l'article 45 §2 des RGE.

4.15.3 Amendes pour retard (art. 46-154)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

4.15.4 Mesures d'office (art. 47 et 155)

Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

Les mesures d'office sont :

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers

pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.16 Fin du marché

4.16.1 Réception des services exécutés (art. 64-65 et 156)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant. Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

Lorsque l'adjudicateur est en possession de la liste des services prestés ou de la facture et que la fin totale ou partielle des services est constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, l'adjudicateur effectue la vérification, procède aux formalités de réception et en notifie le résultat au prestataire de services. En tout état de cause, la vérification se fait dans le délai de traitement visé à l'article 160, alinéa 1er.

Lorsque les services sont terminés avant ou après cette date, le prestataire de services en donne connaissance par envoi recommandé ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi au fonctionnaire dirigeant et demande de procéder à la réception.

4.16.2 Facturation et paiement des services (art. 66 à 72 -160)

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) avec une copie du PV de réception des prestations justifiant le paiement à l'adresse suivante :

A l'attention de Monsieur Bakary DIAKITE (RAFI)

Projet
ilot K , lot 216

SECURALIM

Nouakchott, Mauritanie

Seuls les services exécutés de manière correcte pourront être facturés.

L'adjudicateur effectue la vérification et le paiement du montant dû au prestataire de services dans le délai de traitement de trente jours à compter de la constatation de la fin totale ou partielle des services, dont les modalités sont fixées dans les documents du marché. Le paiement ne peut toutefois être effectué que pour autant que l'adjudicateur soit en possession de la facture régulièrement établie<<, de la liste des services prestés ainsi que des autres documents éventuellement exigés>>.

Lorsque les documents du marché ne prévoient pas une déclaration de créance séparée, la facture vaut déclaration de créance.

La facture doit être libellée en EURO selon la devise dans laquelle l'offre a été établie.

Le paiement pourra se faire en une seule fois après acceptation des prestations ou en plusieurs tranches selon les modalités qui seront définies dans les termes de références de chacun des marchés subséquents.

Afin qu'Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué après réception de chaque prestation de services faisant l'objet d'une même commande.

4.17 Litiges (art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Enabel – Agence belge de développement

Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)

À l'attention de Mme Inge Janssens

rue Haute 147

1000 Bruxelles

Belgique

5.1 Contexte et justifications

Le projet SECURALIM s'inscrit dans une **vision à long terme** du secteur, qui contribuera à soutenir des dynamiques de développement socio-économique inclusif et durable. « Les crises « alimentaires » consécutives (fermeture des frontières consécutive au conflit du Sahara Occidental en 2021/2022, crise Ukrainienne en 2022) ont fait prendre conscience de la nécessité de dynamiser les initiatives privées, dans un environnement plus favorable, pour répondre aux besoins alimentaires et mieux protéger les consommateurs mauritaniens. Dans l'esprit d'un partage plus efficient des rôles entre le secteur privé et l'Action publique, le défi est d'accompagner le développement de filières performantes et compétitives, créatrices de valeur ajoutée équitablement partagée et d'emplois, qui contribuent au développement des territoires. La prise en charge des services nécessaires aux exploitations agropastorales (innovation, conseil, information, financement, etc.) sur la base de la valeur ajoutée produite apparaît nécessaire à une échéance à établir, cela dans le cadre d'un dialogue public-privé équilibré »

Considérant la situation « d'urgence » la mise en œuvre de cette action doit concilier deux types d'interventions complémentaires : des « actions rapides », produisant des résultats concrets et significatifs dans le court terme, qui constituent une « entrée » opérationnelle pour développer des interventions structurantes et durables. Ce projet est complémentaire d'un nouveau programme **« Économie Verte : Systèmes alimentaires durables pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle » en cours d'instruction au niveau de la DUE**. Ces interventions se concentreront dans leurs prérogatives respectives sur les produits stratégiques pour le pays (céréales⁸, lait/fourrage, cultures maraîchères, etc.), contribueront à consolider lesdites filières en renforçant leurs bases productives, leur organisation, leur gouvernance et leurs capacités à produire des services durables.

Le projet SECURALIM contribuera principalement à renforcer la base productive (production, productivité, qualité) des exploitations agropastorales et de leurs organisations, en tenant bien entendu compte de l'adéquation économique des changements proposés, en particulier en terme de positionnement des productions additionnelles sur les marchés, de valeur ajoutée produite, de son partage équitable et de son impact sur les revenus des acteurs des filières, tout particulièrement les agropasteurs.

La zone d'intervention de SECURALIM intègre les wilayas du Sud-Est, zone actuelle d'intervention de Enabel, et ceux de la moyenne et basse vallée du Fleuve Sénégal (Trarza, Brakna, Gorgol) qui présentent un potentiel réel de production.

L'Action contribuera au **développement de la filière céréalière** (riz, céréales traditionnelles) **et de l'horticulture**. Dans le cadre du **développement de la filière lait**, l'Action se concentrera sur **l'introduction des cultures fourragères** dans les systèmes de production céréaliers et/ou maraîchers. L'Action interviendra principalement dans le renforcement des fonctions d'appui à la production : conseil / innovation (promotion des pratiques agroécologiques, mécanisation raisonnée, etc.), semences, financement. Le renforcement des approches « cluster, contractualisation » doit contribuer à renforcer l'accès durable des agropasteurs aux services et aux marchés. L'Action interviendra au niveau de trois leviers complémentaires :

La **sécurisation du capital de production** des exploitations familiales garante des investissements réalisés et des résultats économiques. A l'amont, il s'agit de s'accorder sur des structures d'exploitation viables par grands types de systèmes de production (céréaliier pluvial ou irrigué, maraîcher, laitier, etc.) et de préciser les stratégies d'intervention idoines pour produire des résultats durables en termes de production et de productivité. La consolidation du capital de production reposera principalement sur la sécurisation de l'accès à l'eau (réhabilitations, adaptations techniques

⁸ Les filières céréalières qui bénéficieront de l'appui de l'Action seront définies au démarrage de l'Action (janvier – juin 2023).

d'aménagements, petite irrigation, consolidation du service de l'eau au niveau des coopératives, etc.) et la sécurisation socio-foncière.

La **structuration de l'offre de services** aux exploitations agropastorales et à leurs organisations : conseil, accès à des semences et intrants de qualité (aliments pour bétail, etc.), financement, etc.

L'amélioration **de la structuration et de la gouvernance des filières**. Il s'agit en particulier de renforcer la capacité des acteurs des filières à pouvoir appréhender correctement le fonctionnement des marchés et à transmettre les bons signaux aux acteurs, à améliorer leur organisation de manière à réaliser des économies d'échelle, à être un moteur d'innovation pour entretenir les performances du secteur, sa compétitivité, s'aligner sur les exigences de responsabilité environnementale, sociale et de qualité, assurer le dialogue public-privé pour sécuriser les investissements des acteurs de la filière.

Fin 2024, Enabel démarre la mise en œuvre de nouvelles interventions, (1) « SYSALIM » sur financement de l'UE. Elle devra assurer la continuité et le renforcement des actions sectorielles engagées par le RIMFIL, tant au niveau opérationnel qu'institutionnel ; (2) MIRECAM qui est une réponse urgente de l'UE à l'afflux de réfugiés dans le Hodh el Chargui. La présente prestation pourra être étendue à l'une ou l'autre de ces interventions sur la base d'un avenant.

Filière maraîchère en Mauritanie⁹ – La production maraîchère nationale est difficile à estimer. La majorité des exploitations maraîchères, qui approvisionnent les marchés de Nouakchott et de Nouadhibou se trouve dans la vallée du fleuve Sénégal et dans les zones oasiennes. Quelques coopératives opèrent à la périphérie des villes secondaires du Sud-Est. La production mauritanienne reste toutefois en forte concurrence avec les productions importées. Près de 3.500 ha seraient dédiés à ces productions dans le Trarza (80% de la production nationale selon l'UNIH), dont une partie non négligeable orientée vers les marchés d'exportation (Pastèques, etc.). La typologie des exploitations maraîchères est assez contrastée entre d'une part de grandes exploitations « industrielles » orientées vers l'exportation, des exploitations privées (ou coopératives familiales) de moyenne taille (1 à 10 ha) et des coopératives de producteurs. Cette dernière catégorie regroupe des coopératives à vocation commerciale (chaque membre dispose de 2 à 5 ares pour produire) et des coopératives à vocation plus sociale (chaque femme dispose de 1 à quelques planches de 4-5 m²).

L'observation des paysages dans les sites où l'eau est accessible, en particulier dans la vallée du fleuve, montrent que ces productions sont en pleine expansion, sans que celle-ci soit en lien avec une bonne lecture de la demande. La vallée du fleuve apparaît comme le « centre de gravité » de la production mauritanienne, en raison de ses potentialités et de sa proximité du marché de Nouakchott. Cependant, les dynamiques urbaines des centres secondaires des wilayas du sud-est¹⁰ génèrent une demande croissante en produits maraîchers.

Le marché des fruits et légumes en Mauritanie est principalement guidé par les importations du Maroc, mais également du Sénégal.

La compétitivité des productions nationales sur les marchés mauritaniens est aléatoire et affecte fortement les performances économiques et financières de ceux qui ont investi dans l'activité. Les points critiques reposent principalement : (i) sur la méconnaissance des termes et des déterminants du marché qui affecte la prise de décision stratégique (la surproduction et les difficultés récurrentes à commercialiser sont des problèmes très largement évoqués), (ii) l'inadéquation des systèmes d'irrigation (investissements mal ou surdimensionnés, choix techniques non appropriés, charge de l'eau excessive, etc.), (iii) la maîtrise insuffisante des techniques de production, en particulier le contrôle des attaques et maladies. Une part importante des producteurs ne tient pas de comptabilité, donc n'est pas en mesure d'analyser les résultats financiers de leur activité, de manière plus concrète s'ils gagnent ou perdent de l'argent.

⁹ D'après « planification pluriannuelle concertée de l'intervention SECURALIM : rapport de mission n°1 », juin 2023, BRMint (auteur : Serge Bene)

¹⁰ Y compris la croissance due à l'afflux massifs de réfugiés du Mali

La filière n'est pas encore suffisamment organisée pour permettre aux grands marchés urbains d'absorber la production locale : logistique de transport, chaîne du froid, transformation des produits, sécurité sanitaire des aliments, etc. Cela implique la mobilisation d'opérateurs et d'investissements privés qui restent à identifier et/ou à mobiliser. Les services du MA sont encore insuffisamment investis dans la veille phytosanitaire, le contrôle des produits (la Direction de la Protection des Végétaux (DPV), aujourd'hui appuyée par la FAO, est de création récente) et la sécurité sanitaire des aliments (L'ANSSA créée début 2023 n'est pas encore opérationnelle).

L'organisation professionnelle est présente, avec des organisations faïtières intervenant sur tout ou partie des problématiques clés de la filière, mais avec des moyens souvent limités ou soumis aux appuis ponctuels de projet/ONG les mobilisant plus comme « prestataires de services » sans vision à moyen terme de leur renforcement. On peut citer au niveau régional (sans exhaustivité) : l'Union Nationale des Interprofessions de l'Horticulture (UNIH) a engagé quelques actions ponctuelles visant à réguler le marché national, mais son action reste peu lisible et sa légitimité semble être à conquérir auprès des acteurs de la filière ; la Fédération Régionales des Agriculteurs du TRAZA (FRAT) fortement implantée, qui a engagé un conseil aux producteurs privés et coopératives, y compris à distance (e-conseil) mais avec des moyens encore limités, et qui joue un rôle de plaidoyer au niveau national (à travers la FNAT) ; l'Association des Usagers du Walo qui appuie des coopératives maraîchères dans le Gorgol ; L'Union des coopératives maraîchères (UCM) dans l'ASSABA qui accompagne 546 coopératives maraîchères dans la recherche de foncier, la contractualisation de microcrédit et leur organisation dans l'accès au marché...

SECURALIM fait le choix stratégique¹¹ de s'appuyer sur l'expérience de la « *production maraîchère agrobiologique intégrée*¹² » diffusée dans les quatre wilayas du Sud-Est par le RIMFIL pour développer un dispositif de conseil technico-économique de proximité opérationnel aux opérateurs maraîchers (privés et coopératives « viables ») dans wilayas du Sud et du Sud-Est. La mise en place de sites pilotes « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés » sera envisagée dans les trois wilayas du Sud. A partir de ces sites les techniques de production intégrée et agroécologique, viables économiquement et durables d'un point de vue environnemental, pourront être diffusées.

Cibles et résultats quantitatifs attendus de SECURALIM pour la filière Maraîchère

Les résultats attendus de l'appui SECURALIM sont : (i) un appui direct en appui conseil technique et conseil de gestion à environ 1.000 producteurs/trices pour une superficie de 250 ha ; (ii) un conseil à distance (information sur les marchés ; lutte contre les maladies et attaques parasitaires) à 5.000 producteurs/trices ; (iii) une augmentation de la production (productivité, qualité) et des revenus des maraîchers appuyés ; (iv) un système d'information sur les marchés et leur dynamique opérationnel, accessible à l'ensemble des producteurs maraîchers (site internet, centre d'appel, etc.) ; (v) un système d'info-conseil sur les attaques phyto accessible à l'ensemble des producteurs maraîchers (site internet, centre d'appel, etc.) ; (vi) la production et diffusion de référentiels technico-économiques « maraîchers » ; (vii) le développement de relations contractuelles entre des producteurs maraîchers et des opérateurs du marché ou des agro-industries (par ex. transformation de la patate douce).

Stratégie SECURALIM pour la filière maraîchère en Mauritanie – La stratégie SECURALIM actualisée en 2024 repose sur les axes suivants :

(1) Positionnement de techniciens d'appui-conseil au sein d'OSP effectivement opérationnelles sur le terrain. Le projet assurera leur mise à niveau sur la « production maraîchère agrobiologique intégrée » avec un objectif de développement du service

¹¹ Choix validé en comité de pilotage du 14 juill. 2023

¹² Ce modèle, attractif pour les jeunes, fonctionne parce qu'il repose sur un encadrement de proximité professionnel, une excellente maîtrise des techniques de production proposées, une bonne information sur le fonctionnement des marchés et de réelles capacités d'adaptation considérant la variabilité des facteurs à prendre en compte

d'appui-conseil à leur membres et de prise en charge progressive par l'OSP. Cet axe sera opérationnalisé pour les premières OSP en janvier 2025 : Trarza, Gorgol, puis progressivement l'ensemble des wilayas d'intervention : un maximum de 7 à 10 OSP sont ciblées d'ici fin 2025 ;

(2) Mobilisation d'appui conseil aux OSP travaillant sur cette filière : renforcement des organisations professionnelles dans leurs missions clés et leur fonctionnement ; développement du conseil à distance pour le suivi des productions et des marchés, et la lutte contre les maladies et attaques parasitaires ; développement / accompagnement de relations contractuelles entre des producteurs maraîchers et les opérateurs du marché ou des agro-industries. **Le présent appel d'offre concerne spécifiquement cet axe.**

(3) Mise en place d'Accords Opérationnels avec les OSP identifiées pour assurer un accompagnement large des producteurs : le projet finance les aspects logistiques sur la base d'un programme clairement établi par l'OSP pour la mise en œuvre d'activités en lien direct avec ses missions en direction de ses membres. Ces accords opérationnels seront mis en place à la demande des OSP au cours de 2025 ;

(4) Renforcement des capacités de gestion des OSP pour préparer de futures conventions de subsides : les capacités de gestion comptables des OSP pourront être renforcées à leur demande, par un cabinet spécialisé en cours de recrutement et mobilisable fin 2024 ;

(5) Signature d'une convention avec AgriSahel recentrée sur : (i) la mise en place et l'animation de 3 jardins maraîchers circulaires (JMC) « centres de formation régionaux » dans la vallée et poursuite de l'accompagnement des JMC mis en place par le RIMFIL dans les 4 wilayas du sud-est ; (ii) l'ancrage de ces JMC aux OSP faîtières régionales et leur ouverture à la formation professionnelle de jeunes ; (iii) le renforcement de technique et organisationnel de l'entreprise.

Compte tenu de la dynamique « parallèle » d'une filière fourragère en pleine expansion, notamment dans la vallée du fleuve, soit fortement liée à la production maraîchère, soit en production pure pour autoconsommation ou commercialisation, et confrontée à des problématiques similaires à filière maraîchère, cet appui conseil inclura les OSP actives sur ces deux filières.

Filière céréales traditionnelles en Mauritanie¹³

En Mauritanie, les productions locales de céréales et de légumineuses « traditionnelles » (mil, sorgho, niébé) ont été « marginalisées » au cours de la dernière décennie en raison du manque de pluie, de leur faible intégration dans l'économie nationale (faible compétitivité par rapport aux importations du Mali, modes de consommation urbains privilégiant le riz et le blé, etc.) et de leur ancrage spatial (principalement les zones de décrue, concurrence des activités d'élevage, etc.). Ces céréales traditionnelles sont principalement destinées à l'autoconsommation, aux échanges intracommunautaires, éventuellement à la commercialisation en cas de surplus ou de remboursement de dettes. Les ménages privilégient les variétés qu'ils produisent et qu'ils consomment. Dans l'ensemble ils gardent leurs semences (sélection massale) d'une année à l'autre, éventuellement s'approvisionnent sur les marchés (en cas d'accidents climatiques répétés ou de dégradation de stock). L'introduction de nouvelles variétés plus productives suppose un processus réfléchi pour s'assurer de leur adoption.

Dans un contexte de renforcement de la souveraineté alimentaire du pays, également d'amélioration de l'état nutritionnel de sa population, la promotion des céréales et légumineuses locales entre dans les priorités du projet SECURALIM. L'option privilégiée pour y parvenir repose sur un levier principal, la sécurisation de l'accès à l'eau par l'irrigation de complément (IC), l'amélioration des pratiques culturales en particulier pour améliorer la capacité de rétention et la fertilité des sols et l'introduction de nouvelles variétés. L'amélioration des pratiques de gestion socio-foncière en particulier pour

¹³ D'après « planification pluriannuelle concertée de l'intervention SECURALIM : rapport de mission n°3 », juillet 2024, BRMint (auteur : Serge Bene)

contrôler la divagation des animaux constitue un élément à prendre en compte, bien que dans la majorité des cas l'irrigation de complément s'adresse à des agriculteurs qui exploitent leurs propres parcelles et n'induit pas de changements sur la tenure foncière. En effet, l'irrigation de complément permet d'optimiser le potentiel de parcelles en condition optimale (proximité d'une source d'eau) en réduisant les risques inhérents à l'irrégularité des pluies durant la période d'hivernage, en mettant en place les cultures au plus tôt dans la saison et en compensant les besoins en eau des cultures durant les « poches de sécheresse » récurrentes et non prévisibles.

L'amélioration des pratiques culturales des cultures de décrue est également engagée par le projet SECURALIM, dans la continuité du RIMFIL pour les wilaya du Sud-Est, avec un accent particulier mis sur l'introduction de la petite mécanisation. Ces actions, notamment dans le walo, sont mis en œuvre avec des coopératives membres de l'Association des Usagers du Walo (AUW) qui doit faire l'objet d'un renforcement progressif, avec comme la finalité l'amélioration et la pérennisation des services à leurs membres (selon un schéma similaire à celui mis en œuvre pour les OSP maraîchères et fourragères).

La présente mission vise à assurer la mobilisation d'une expertise spécialisée pour mettre en œuvre l'axe 2 de notre stratégie visant le renforcement des organisations socio-professionnelles des filières maraîchère, fourragère et céréales traditionnelles dans leurs missions clés et leur fonctionnement.

Il s'agit d'une prestation qui devra se coordonner et travailler en synergie avec les intervenants en charge de l'appui conseil au sein de chacune de ces filières et de l'appui-conseil à la sécurisation socio-foncière dans les zones d'intervention de SECURALIM.

5.2 Objectifs , resultats attendus et Méthodologie attendue de la consultation

Objectif – L'objectif principal de cette prestation est de renforcer les OSP des filières maraîchère, fourragère et céréales dans leurs missions clés : renforcement de leurs capacités de services à leurs membres, en consolidant leur organisation interne et de gestion.

Il s'agit en particulier de consolider leur dispositif de conseil (de proximité et à distance), sous l'angle des dimensions technico-économique (préparation de campagne, pratiques agricoles durables, gestion de la fertilité, lutte contre les maladies et attaques parasitaires, tenue de comptabilité simplifiée, etc.), de l'accès aux marchés et aux financements, et également du développement des relations contractuelles entre des producteurs, les opérateurs du marché ou les agro-industries.

Dans certains cas de figure, cet appui-conseil pourra susciter une organisation des producteurs non ou insuffisamment organisés autour d'une ou plusieurs problématiques clés communes.

Compte tenu de l'analyse actuelle du niveau de structuration de la filière, l'enjeu est de « **commencer à construire** » un **dispositif professionnel de conseil durable** qui devrait évoluer à terme de manière à être en autonomie financière (pour le moins un bon niveau de recouvrement de ses charges par l'activité). Dans certains cas de figure, cet appui-conseil pourra susciter une organisation des producteurs non-organisés autour d'une ou plusieurs problématiques clés communes.

La filière maraîchère est de nature fondamentalement privée. Le conseil maraîcher n'est pas linéaire et nécessite d'actualiser et de diffuser en permanence les connaissances. Le dispositif de conseil que SECURALIM ambitionne de mettre en place s'inscrit nécessairement dans une logique d'autofinancement par la filière à terme. Le choix de développer la filière avec des promoteurs qui investissent dans cette activité sur fonds propres n'est pas neutre. Le dispositif d'information-conseil devra produire de la valeur

ajoutée pour les promoteurs (intérêt du système de suivi technico-économique pour la mesurer) dont une partie devra être réinvestie dans le financement de son « entretien » et de son développement. En cela, les partenariats engagés avec les organisations retenues se fondera sur un exercice d'élaboration préalable d'un plan d'affaire destiné à déterminer leurs capacités à porter le service et les échéances pour y parvenir.

La logique de l'approche est la même pour la filière fourragère. Les innovations introduites par le projet SECURALIM permettent également de raisonner la pérennisation du conseil porté par les OSP selon une logique d'autofinancement, au moins partiel, par la filière.

Les OSP ciblées seront prioritairement des faîtières de niveau régional suffisamment proches de leurs membres et des réalités du terrain, tout en étant suffisamment importantes en termes de couverture territoriale / de membres pour mettre en place un service efficient à leurs membres, dans une logique d'autofinancement, et mettre à l'échelle les pratiques techniques et approches diffusées par SECURALIM (recherche d'impact).

Le prestataire mobilisé devra traduire concrètement cette vision, en lien avec les OSP identifiées, cela en valorisant leurs expériences en matière d'accompagnement de leurs membres, avec SECURALIM, mais également en lien avec la SONADER (qui met en place un service « suivi des marchés », qui dispose d'un service cultures horticoles et qui cherche à diversifier les productions dans la vallée). Les outils de mise en œuvre de cette vision devront établir des règles de collaboration claires et précises. Le dispositif de gestion des attaques et maladies sera construit en étroite relation avec le CNRADA et la DPV, complémentaire à l'appui qu'apporte la FAO à cette direction. Enfin, cette prestation s'inscrira et contribuera à la démarche générale de construction d'une stratégie de conseil agricole et pastoral engagée avec le soutien du RIMFIL¹⁴ et qui sera poursuivie par le projet SYSALIM en démarrage.

La mission est scindée en axes spécifiques complémentaires concourant à l'objectif général :

Axe 1 – Renforcement des capacités de service des OSP

Il s'agira de proposer un renforcement de capacités aux OSP effectivement opérationnelles que le projet SECURALIM appuiera (notamment via le positionnement de techniciens d'appui-conseil au sein de ces organisations). Ce renforcement ciblera les missions clés de ces OSP, notamment en termes d'organisation, de fonctionnement, de gestion (en cohérence avec les textes les régissant), de déploiement et de pérennisation du conseil ainsi que des autres services clés (accès aux intrants, gestion de crédit, etc.) à leurs membres. Il sera notamment proposé en début de prestation de réaliser un **diagnostic organisationnel et fonctionnel de chaque OSP devant aboutir à l'élaboration d'un document de stratégie, incluant un modèle (plan ?) d'affaire**, qui permettra d'évaluer et d'établir sa capacité à porter un dispositif de conseil à ses membres à vocation pérenne, mais également à contribuer aux besoins en information nécessaire aux pilotages de la filière et aux décisions de ses acteurs. Différentes options peuvent être envisagées sur le moyen terme, le financement du conseil pouvant être assuré soit directement par l'OSP, soit indirectement par la filière, soit par un mixage des deux, en tenant compte que la perspective « d'autonomisation financière » du conseil s'inscrit dans un processus à moyen terme.

Cet axe sera opérationnalisé pour les premières OSP en janvier 2025 : Trarza, Gorgol, puis progressivement l'ensemble des wilayas d'intervention : un maximum de 7 à 10 OSP sont ciblées d'ici fin 2025.

Les préoccupations à moyen terme seront relayées par le projet SYSALIM, d'une part pour développer un dispositif de conseil/information professionnel pérenne, géré par la filière, d'autre part pour améliorer la gestion globale du secteur (stratégie de

¹⁴ La feuille de route pour la réhabilitation du CAP en Mauritanie a été présentée et validée en juin 2022 pour les filières identifiées. Elle est destinée à accompagner l'élaboration d'un programme de mise en œuvre d'un processus de réhabilitation du CAP, « Plan d'actions » décliné pour chacune des trois filières, sur une période initiale de 3 ans. Ces programmes lait, maraîchage, transhumance, construits au niveau des Groupes Thématiques (GT), dans le cadre de la plateforme de dialogue sectoriel, sont destinés à mettre les acteurs desdites filières en position de maître d'ouvrage du processus qui les concerne

développement et organisation du marché, normes, lien avec le secteur bancaire, protection de la filière, etc.).

Axe 2 – Contribution à l'organisation de la filière vers les marchés

La prestation s'orientera sur des préoccupations à court terme (en cohérence avec le ciblage du projet SECURALIM), en particulier renforçant les capacités des OSP à mettre à disposition des acteurs de la filière des informations utiles à la décision : amélioration de la planification des productions en lien avec une meilleure connaissance du fonctionnement des marchés¹⁵, de la dynamique des prix, exigences sanitaires, évolution des normes de qualité, etc. D'ores et déjà, des initiatives existent au niveau de plusieurs OSP, et il s'agira de les capitaliser, le cas échéant de les fédérer et d'appuyer leur ancrage au sein des OSP appuyées, tout en assurant leur actualisation permanente.

Cela pourra se traduire par la mise en place d'un système de e-conseil (géré par les OSP), adossé à un système d'information sur le marché à renforcer avec les institutions en charge du secteur au ministère de l'agriculture et de l'élevage / de la SONADER, du commerce (en lien avec la CCIAM et ses démembrements, ou d'autres acteurs à identifier) et du secteur privé (par exemple les centres de collecte de lait des différentes industries laitières mauritaniennes pour la production fourragère).

Le projet SECURALIM prévoit également de réaliser des investissements ponctuels destinés à faciliter l'écoulement des produits (suppression de points critiques pour la circulation des produits, raccordement à une source d'eau sécurisée, développement de chambres fraîches, conditionnement du fourrage etc.). Le prestataire contribuera à identifier ces investissements et à les prioriser avec les acteurs de ces deux filières.

Il est également prévu d'accompagner L'ISPM pour produire et diffuser des lianes améliorées de patate douce, et d'évaluer la possibilité de produire des semences de pomme de terre ou d'autres semences maraîchères. Ce produit (la patate douce) en pleine expansion en Mauritanie revêt le triple intérêt de sa productivité (besoins en eau moyennement exigeants), de ses vertus nutritionnelles, en particulier la patate à chair orange, et de son aptitude à pouvoir se substituer aux céréales importées : biscuiterie, etc.) Cette action sera conditionnée par une appréciation préalable du potentiel de développement et de commercialisation de cette culture à laquelle contribuera également le prestataire.

Cet axe inclura également un appui visant l'amélioration des relations commerciales avec les opérateurs du marché, les agro-industries etc., de façon à sécuriser ce type de relation et à les rendre à la fois plus équilibrées pour les producteurs et plus attractives pour les acheteurs (réduction des coûts de transaction).

Axe 3 – Contribution à la mise en place et développement d'un dispositif de conseil de proximité spécialisé

Il s'agit, à partir des acquis d'approche « agrobiologiques » et « conseil de gestion » adaptée, d'appuyer les OSP dans leur mission d'appui-conseil aux opérateurs maraîchers, fourragers et céréaliers qui se sont engagés sur fonds propres dans la filière à optimiser leur investissement : en particulier leur système de production en introduisant les pratiques agroécologiques qui permettent une meilleure maîtrise des charges, gestion des attaques et des maladies, adoption des systèmes d'irrigation adaptés, recours à la petite mécanisation pour le travail du sol, intégration des cultures fourragères à destination du petit élevage dans les systèmes de production, etc.

L'appui-conseil doit également être étendu au conseil de gestion de leur outil de production : outil de comptabilité simplifié, gestion de la trésorerie, montage de dossiers de crédit, etc., afin de sécuriser et valoriser leur production. Les outils de gestion sont également destinés à produire des références technico-économiques à partager avec le secteur bancaire et de la microfinance, pour élaborer des produits financiers adaptés aux besoins des filières.

¹⁵ La production maraîchère, principalement composée de produits frais, est indissociable de la compréhension des termes du marché par les producteurs cela pour améliorer leur prise de décision et sécuriser leurs revenus. La complémentarité des interventions avec le futur projet SYSALIM sera précisée au cours de sa formulation. Sans prendre en compte la dimension marché avec suffisamment de finesse, le conseil maraîcher est « déshabillé »

Mise en place / renforcement d'un réseau de « conseillers paysans » au niveau des OSP : le prestataire appuiera l'identification par l'OSP des coopératives « partenaires » et l'analyse de leur situation (technique, socio-foncière, économique, organisationnelle etc.), l'identification des futurs conseillers paysans, l'organisation, le suivi et le renforcement de capacités des conseillers paysans formés dans le cadre du dispositif SECURALIM : JMC/ « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés », centres de formation régionaux, et champs école de production fourragère, irrigation de complément et décrues (pour les céréales traditionnelles). Cette action sera donc conduite en étroite collaboration avec les prestataires en charges de ces missions et qui auront un rôle de renforcement technique principalement¹⁶. Le prestataire de la présente mission accompagnera la mise en place d'un réseau de « conseillers paysans » au sein des OSP appuyées par SECURALIM, et animera ce réseau de façon à assurer en permanence l'actualisation de ses compétences, avec un focus sur le transfert de savoir-faire / savoir-être du conseiller au sein d'un groupe de professionnels.

Pour la filière maraîchère, des « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés » seront réalisés sur investissement du projet SECURALIM au cours du démarrage de la présente prestation (convention de subside avec AgriSahel). En attendant leur mise en place les conseillers paysans pourront être formés sur le site PK17 par AgriSahel.

Prévention et la gestion des attaques et maladies des cultures

L'appui spécifique à la prévention et la gestion des attaques et maladies qui constituent l'une des principales charges de production et l'un des principaux facteurs de la chute de productivité. Au-delà du conseil de proximité direct, il s'agira de mettre en place un dispositif de « conseil à distance » qui permet aux producteurs d'avoir des réponses rapides à leur problème.

Trois types d'outils seront développés : (i) la production de fiches techniques accessibles sur un site internet dédié (reconnaissance et traitement des maladies). De tels outils adaptés aux réalités de la Mauritanie sont par ailleurs disponibles en particulier au niveau du CNRADA et du Centre de Développement de l'Horticulture de Cambérène au Sénégal, et pourront être actualisés, (ii) la mise en place d'un équivalent de centre d'appel : il permettra de joindre une expertise spécialisée (liée aux différentes compétences existantes dans le domaine en Mauritanie et dans la sous-région). Le développement d'un tel outil, qui permet des réponses rapides et efficaces est facilité par la systématisation de l'utilisation des smartphones et de l'application WhatsApp très répandue en Mauritanie, (iii) la mise en place et l'animation d'un groupe de discussion « traitement des maladies et attaques », outil qui constitue un excellent moyen d'apprentissage à coûts réduits.

Le CNRADA constituera un « point d'entrée » pour ce type de réseau d'information et de conseil sur la gestion des attaques et maladies des cultures.

Wilayas d'intervention sont au Sud le Brakna, le Trarza, le Gorgol ; et dans le Sud-Est le Hodh El Chargui, le Hodh El Garbi, l'Assaba et le Guidimakha. Dans le Sud-Est, un dispositif de 10 « JMC » est déployé avec l'appui du RIMFIL, en partenariat avec AgriSahel. La bonne valorisation du dispositif existant comme centre de formation sera recherchée, ainsi que son ancrage aux OSP régionales.

Les résultats quantitatifs et qualitatifs auxquels contribuera cette intervention seront les suivants¹⁷,

- Évolution du niveau d'autonomie financière des OSP qui produisent des services à leurs membres¹⁸
- Nombre de producteurs engagés dans une démarche contractuelle avec de MPME (agrégateurs) du secteur : 2 000 toutes filières appuyées par SECURALIM confondues

¹⁶ En particulier, le prestataire contribuera à l'adaptation des formations et du suivi technique à la diversité des situations rencontrées au sein de ces filières : opérateurs économiques de taille variable et exploitations familiales en cours de modernisation, coopératives etc.

¹⁷ Le cadre de résultat actualisé SECURALIM est présenté en annexe des présents TdR

¹⁸ Celle-ci sera mesurée auprès des OSP directement ciblées pour assurer ces services clés. Le taux de couverture du coût de fonctionnement de ces OSP devra évoluer significativement d'une année à l'autre. Cette progression est à établir sur la base de contrats de performance précisés annuellement

- Systèmes d'information sur les marchés et leur dynamique opérationnel, accessible à l'ensemble des producteurs maraîchers (site internet, centre d'appel, etc.) (voir quantitatif ciblé pour le maraîchage)
- Système d'info-conseil sur les attaques phyto accessible à l'ensemble des producteurs maraîchers (site internet, centre d'appel, etc.) ;
- Production et diffusion de référentiels technico-économiques « maraîchers » et production fourragère
- Évolution des revenus des exploitations agropastorales familiales¹⁹ : +25% en fin de projet
- 1.000 producteurs/trices appuyés directement, pour une superficie totale de 250 ha ;
- 5.000 producteurs/trices bénéficiaires directement et indirectement des services de conseil à distance ;
- Augmentation de la production (productivité, qualité) et des revenus des producteurs (situation de base établie sur la base du suivi technico-économique) : amélioration des performances commerciales, réduction des charges et des pertes de production, etc.).

Les **effets induits** de l'intervention SECURALIM auxquels contribuera cette prestation sont : (i) l'amélioration de la compétitivité, de la qualité et de la place des produits maraîchers, de fourrage et de céréales mauritaniens sur les marchés urbains nationaux ; (ii) l'amélioration du lien entre les producteurs et les systèmes de financement ; (iii) le développement des investissements privés pour organiser les circuits de commercialisation « internes » ; (iv) la réduction de l'utilisation des intrants chimiques dans les systèmes de production.

La mission est scindée en étapes successives et complémentaires concourant à l'objectif général et aux résultats attendus de la prestation

Etape 1 : cadrage – 1 mois calendaire maximum

- Proposition d'une stratégie opérationnelle d'intervention²⁰ technico-économique et institutionnelle fondée sur une analyse terrain et sur une vision de recherche d'autonomie financière du service de conseil mis en œuvre par les OSP et de transfert de savoir-faire à ces structures (stratégie de sortie) ;
- Appui aux OSP dans l'identification / sélection des promoteurs maraîchers et fourragers (individus, familiales, coopératives) qui pourront faire l'objet d'une première vague d'appuis dans le cadre de SECURALIM (via les OSP et le dispositif SECURALIM) : promoteurs disposant d'un périmètre fonctionnel réalisé principalement sur fonds propres, de superficies « viables » par actif (minimum 2 ares pour les coopératives maraîchères), d'une expérience préalable en matière de production et de commercialisation (notamment en contractualisation avec des agrégateurs) et demandeurs d'une assistance technico-économique.

Ces prestations feront l'objet du premier marché subséquent

Etape 2 : mise en œuvre des axes 1, 2 et 3 de la prestation (non-exhaustif) – durée de mise en œuvre de SECURALIM (jusqu'en déc. 2026) soit un maximum de 20 mois.

- Réalisation d'un diagnostic organisationnel et fonctionnel de chaque OSP en vue d'évaluer sa capacité à porter un dispositif de conseil système d'information à vocation pérenne à destination des acteurs de la filière et de proposer une amélioration de leurs missions clés : représentation, déploiement et de pérennisation du conseil à leur membres, fonctionnement régulier ;
- Appui aux OSP pour la mise en place, la structuration et le suivi d'un réseau de

¹⁹ Le suivi des performances financières des EAP sera assuré dans le cadre des appuis gestion dans les filières riz, maraîchage et céréales locales (en particulier dans le cadre du suivi de l'irrigation de complément). Par extension ce suivi concernera également les exploitations productrices de fourrage. Cette progression sera évaluée en fonction des cultures soit en EBE, soit en marge brute (à préciser dans la fiche de description de l'indicateur)

²⁰ Incluant une programmation opérationnelle de la prestation

« conseillers producteurs » au niveau des coopératives et des exploitation familiales privées, en lien avec le reste du dispositif SECURALIM²¹ : « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés » qui auront à la fois une vocation de centre de démonstration du modèle diffusé et de centre de formation régional / recyclage des conseillers producteurs et l'appui conseil à la production fourragère ; suivi des conseillers producteurs formés sur le terrain / au sein de leurs coopératives ; engagement d'une réflexion stratégique avec les OSP sur l'organisation d'un réseau de conseillers producteurs recyclés régulièrement et soutenable en dehors de tout financement extérieur et mise en test du dispositif ;

- Proposition d'une réflexion sur l'ancrage des « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés » centres de formation régionaux aux OSP et participation à l'identification des sites pertinents d'implantation des « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés » (en appui à SECURALIM, et sur la base d'une concertation avec les acteurs de la filière, les collectivités territoriales, la SONADER) ;
- Appui à la clarification de la situation socio-foncière, audit technique des périmètres, socio-organisationnel et du système d'enregistrement comptable. La clarification de la situation socio-foncière sera fera en lien avec le prestataire mobilisé à cet effet par SECURALIM ;
- Élaboration des outils et mise en place des systèmes de suivi destinés à élaborer de fiches technico-économiques « produits – bassins de production – campagnes de production, puis production/actualisation régulière de ces références (lien à assurer avec le dispositif de suivi SECURALIM) ;
- Appui à l'organisation d'une concertation filière visant à définir : (i) un modèle d'information sur les marchés et les opportunités commerciales et d'un dispositif/outils de diffusion des informations clés le plus pertinent (centre d'appel, groupes de discussions, site web, etc.) ; (ii) un modèle de conseil pour la gestion des attaques et maladies ;
- Appui à la mise en place / déploiement des systèmes (i) d'information sur les marchés et les opportunités commerciales, et (ii) de conseil pour la gestion des attaques et maladies ;
- Appui à l'identification / priorisation des « points critiques », petites infrastructures d'appui à la commercialisation avec les coopératives partenaires.

Ces prestations feront l'objet d'un ou plusieurs marchés subséquents

Etape 3 : bilan – capitalisation

Le bilan - reprogrammation / capitalisation s'exécutera de façon régulière pendant la durée de mise en œuvre de SECURALIM, à l'occasion du rapportage (quadrimestriel) pour l'ensemble des axes d'intervention du prestataire. Ce bilan inclura une contribution au dispositif de suivi de SECURLIM, notamment pour le suivi d'exécution et d'effets. Ce suivi se fera en étroite collaboration avec les experts en charge du suivi-évaluation et de la communication au sein d'ENABEL / SECURALIM.

Une capitalisation approfondie sera faite au cours des 2 derniers mois de la prestation en vue d'une évaluation critique des résultats (exécution, effets et impacts) sur la filière, de leur communication / transmission au ministère de tutelle et aux acteurs directs et indirects de la filière. Cette capitalisation inclura des propositions pour la poursuite du développement des filières maraîchères et fourrage en Mauritanie.

Ces prestations feront l'objet d'un marché subséquent spécifique

²¹ Voir plus haut dans le texte la stratégie SECURALIM : pour les « jardins maraîchers agrobiologiques & intégrés », il est prévu de former chaque année, à partir du second trimestre 2025, 10 conseillers par session de 4 mois (2 sessions par an, 5 jours de formation par mois). Pour les champs écoles et le conseil technique à la production fourragère, la prestation est en cours depuis juillet 2025

5.3 Livrables attendues et Calendrier prévisionnel des prestations

Renforcement des OSP Maraichage/Fourrage/Céréales								
Mise en œuvre de la prestation	Durée calendair e	Chef de mission OSP - Filières		Expert animation réseau conseil		3 techniciens-animateurs		Livrabl es
	mois	HJ Terrai n	HJ Burea u	HJ Terrai n	HJ Burea u	HJ Terrai n	HJ Burea u	
Etape 1 : cadrage	1	10	5	3	7	30	15	1 rapport de démarra ge
Etape 2 : mise en place & développement du dispositif de conseil – mise en œuvre d’actions de structuration de la filière	20	160	40	20	200	1020		5 rapports quadrim estriels
Etape 3 : bilan – capitalisation (synchrone fin étape 2)	1	10	5	3	7	30	15	1 rapport de capitalis ation filière maraîchè re / fourrage
Total HJ	22	180	50	26	214	1080	30	

A noter :

- La répartition des HJ au cours de la prestation n'est pas nécessairement linéaire, l'appui aux coopératives et producteurs doit être envisagé de façon progressive

5.4 Logistique

Le prestataire devra assurer la mobilité du personnel prévu pour la présente prestation, comme suit : intervention continue sur les wilayas du Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba, Hodh et Gharbi et Hodh el Chargui : trois véhicules 4x4 avec carburant à disponibiliser pour toute la durée de la prestation, et au minimum un bureau à Rosso. L'équipe permanente sera positionnée de façon à couvrir l'ensemble des wilayas pour les filières considérée. Les bureaux seront équipés d'eau, électricité et internet. Le bureau SECURALIM de Rosso mettra à la disposition du prestataire leur salle de réunion si besoin et en fonction de leur disponibilité.

Prévision de 1 580 HJ de prestation sur le projet SECURALIM.

5.5 Cadre de résultats SECURALIM actualisé (juill. 2023)

Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Base de référence	Cibles	Sources de vérification	Hypothèses
OG : La production alimentaire et la résilience des systèmes alimentaires en Mauritanie sont sensiblement et durablement améliorés	<p>Augmentation de la part de l'agriculture et de l'élevage dans le PIB (en valeur) ;</p> <p>Évolution du nombre de ménages en situation de crise alimentaire (IPC) ;</p> <p>Réduction des importations pour les produits phares (produits laitiers, céréales, produits maraîchers, etc.).</p> <p>Superficies d'écosystèmes agricoles et pastorales (ha) où des pratiques de gestion durable ont été introduites avec le financement de l'UE</p>	<p>(2022)</p> <p>(2022)</p> <p>(2022)</p> <p>N/A</p>	8.250 ha	<p>Statistiques nationales (ANSADE)</p> <p>Enquêtes IPC</p> <p>Statistiques douanières</p> <p>Rapport de suivi du projet</p>	Absence de crises majeures (climatique, politiques, économique, sécuritaire) additionnelles pendant la période de l'intervention

OS1 : La gestion des exploitations agropastorales est professionnalisée et leur performance économique est augmentée pour tendre vers un approvisionnement pérenne des centres urbains en produits accessibles et de qualité	Augmentation de la production de céréales : - Riz (progression évaluée sur les sites appuyés) ²² ; - Riz (diffusion de semences) - Céréales traditionnelles ²³	Évaluation To	+18.000 T année 4	Rapports de suivi du projet / statistiques SONADER	Répétition de chocs climatiques (sécheresses, inondations), sanitaires et phytosanitaires (invasion acridienne, etc.) ; Accélération des processus d'accaparement des terres et des risques sociaux consécutifs ;
	Maraîchage : Réduction des pertes sur pied (attaques, etc.) et des invendus ²⁴ ;	Évaluation To	+20.000 T année 4 + 10.000 T année 4 80%	Idem supra	
	Augmentation de la production fourragère	Évaluation To	+35.000T année 4	Rapport de suivi du projet	
	Évolution des revenus des exploitations agropastorales familiales ²⁵ ;	Évaluation To	+25%	Rapport de suivi du projet	
	Évolution du niveau d'autonomie financière des OSP qui produisent des services à leurs membres ²⁶ ;	Évaluation To	90% des besoins	Rapport de suivi du pro	
	Stabilité des prix à la consommation des produits de base (riz, produits maraîchers) dans les villes secondaires ²⁷ .	Évaluation To (2022)	Inflation inférieure à 10 % sur les produits suivis en année 4	Rapport des équipes en charge du	

²² La production est évaluée pour la campagne « hivernage 2022 » (si disponible, sinon report en 2023) et la contre-saison chaude 2023 auprès des coopératives ciblées t0). La production est estimée pour chaque campagne. La production est évaluée chaque année, en année 4 l'augmentation de la production pour une année est estimée à 18.000 T en cumul de la dernière campagne d'hivernage et de contre-saison chaude.

²³ Idem que pour le riz. Le cumul en année 4 comprend les cultures sous-pluie et de décrue.

²⁴ Pour le maraîchage, il est difficile de faire des comparaisons en termes de production en raison de la grande diversité des spéculations. Les changements seront évalués en comparant les évolutions en termes de pertes de récolte (surfaces affectées par des attaques et des maladies) et d'invendus (estimation de la production destinée au marché qui n'a pu être commercialisée). A terme, ces difficultés seront réduites de 80% par rapport à la situation présente

²⁵ Le suivi des performances financières des EAP sera assuré dans le cadre des appuis gestion dans les filières riz, maraîchage et céréales locales (en particulier dans le cadre du suivi de l'irrigation de complément. Cette progression sera évaluée en fonction des cultures soit en EBE, soit en marge brute (à préciser dans la fiche de description de l'indicateur)

²⁶ La cible est fixée à 90% de la couverture u coût complet du service de l'eau (prélèvement de l'eau, gestion et entretien du réseau, coût de gestion/frais financiers, prévision pour réparations imprévues) qui sera réévalué pour chacune des coopératives appuyées.

²⁷ Année de référence 2022, inflation par principaux produits (à préciser sur la description de l'indicateur) inférieure à 10% en MRU constants année 4

				conseil de gestion Rapport des équipes en charge du conseil de gestion Mercuriales, Enquêtes périodiques	
Résultat 1 : La sécurisation socio-foncière garantit les investissements des exploitations agropastorales professionnelles locales (à base familiale) et la coexistence des activités agricoles et pastorales	<p>Situation de l'occupation et de la mise en valeur des parcelles des PI appuyées ;</p> <p>Nombre plans aménagement de terroirs /ententes foncières validés après clarification des situations foncières/accès à l'eau²⁸</p>		<p>90% des PI</p> <p>90% des sites</p>	<p>Rapports de suivi du projet</p> <p>Rapports de suivi du projet</p>	<p>Évolution des pratiques et du cadre réglementaire foncier à l'avantage des investisseurs au détriment des communautés villageoises ;</p> <p>Augmentation incontrôlable de la pression pastorale, liée à la crise sécuritaire dans le Sahel</p>
Résultat 2 : Des aménagements et infrastructures hydroagricoles sont réalisés/réhabilités et sont	<p>Évolution des superficies avec accès sécurisé à l'eau²⁹ ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Riz - Maraîchage - Céréales trad. 	<p>To</p> <p>To</p> <p>To</p>	<p>(Riz) 4.500 ha</p> <p>(Maraîch.) 250 ha</p>	<p>Rapports de suivi du projet</p>	<p>Absence de chocs climatiques et phytosanitaires majeurs ;</p> <p>Les conditions cadres pour rendre fonctionnels les périmètres et leur gestion sont</p>

²⁸ Cela concerne les sites d'agriculture pluviale/décru. Ces plans d'aménagement doivent à la fois clarifier les modes et règles d'occupation/utilisation des terres/ressources en eau entre agriculteurs et éleveurs.

²⁹ Les cibles sont définies. Néanmoins, l'indicateur doit nous permettre d'établir les progrès réalisés en termes de maîtrise totale de l'eau, en fonction des diagnostics techniques (État initial des périmètres, etc.), organisationnels (taux et intensité de mise en valeur, etc.) et financiers/gestion (adéquation/couverture de la redevance, remboursement des crédits, etc.). Pour les céréales traditionnelles, ce sont les surfaces couvertes en irrigation de complément qui sont prises en considération

valorisés et bien gérés par leurs usagers	<p>Nombre de coopératives/ groupements gérant un périmètre irrigué ayant établi un PTAB équilibré³⁰ ;</p> <p>Établissement d'un mode de calcul du coût complet de l'eau par type de système.³¹</p>	To	<p>(C. Tradi) 100 ha</p> <p>90% des coop. appuyées</p> <p>Formules validées</p>	<p>Rapports de suivi du projet</p> <p>Rapports de suivi du projet</p>	réunies (infrastructures réhabilitées, périmètre protégé, modalités de transfert de gestion du service de l'eau clairement établies, tailles de parcelles économiquement viables)
Résultat 3 : Des services clés de proximité sont accessibles aux exploitations agropastorales professionnelles locales (à base familiale) avec comme finalité d'assurer leur viabilité économique et leur durabilité environnementale	<p>Nombre de producteurs/trices adoptant des pratiques agroécologiques ;</p> <p>Évolution de la quantité de semences de qualité commercialisés ;</p> <p>Évolution de l'accès et de la satisfaction des exploitations</p>		<p>2.000</p> <p>200 T an année 4</p>	<p>Rapports de suivi du projet</p> <p>Rapports de suivi du projet</p>	Absence de chocs climatiques et phytosanitaires majeurs ; Difficultés des services de l'État à assurer la coordination et cohérence entre les différentes interventions dans les wilayas ;

³⁰ Les résultats sont mesurés auprès des coopératives /groupements appuyés La situation de référence sera établie à partir du diagnostic du système de gestion de ces organisations

³¹ La formule de coût complet doit être adapté aux différents types de réseau. Il établit comment un groupement peut assurer le service de l'eau à ses membres de manière autonome. Ce coût complet doit être réaliste, donc mis en perspective des résultats économiques de l'activité de production permis grâce à l'optimisation du service de l'eau. Cet exercice doit être construit en discussion avec les coopératives et lien avec la SONADER.

	agricoles par rapport aux services de ³² : <ul style="list-style-type: none"> - Conseil - Mécanisation adaptée ; - Financier ; - Approvisionnement en intrants de qualité ; Évolution du niveau d'autonomie financière des OSP qui produisent des services à leurs membres ³³ .		50% en année 4	Rapport de suivi du projet Enquêtes de satisfaction	
Résultat 4 : L'opérationnalisation d'une approche intégratrice autour des bassins d'approvisionnement permet d'assurer la structuration des acteurs des filières agroalimentaires locales en direction des marchés	Nombre de producteurs engagés dans une démarche contractuelle avec de MPME (agrégateurs) du secteur ³⁴ Évolution des rendements d'usinage des rizeries ³⁵ Nombre de fiches technico-économiques/ modèles d'affaire		2.000 +7% 10 A définir ultérieurement	Rapports de suivi du projet Rapports de suivi du projet	Absence de chocs climatiques et phytosanitaires majeurs ; Réticences à appliquer le cadre réglementaire existant pour sécuriser les contrats commerciaux

³² Les cibles sont à définir sur la base de l'exercice de diagnostic auprès des coopératives/groupements identifiées. Toutefois, il sera important de coupler la progression quantitative avec la progression de la satisfaction par rapport à la qualité des services

³³ Celle-ci sera mesurée auprès des OSP directement ciblées pour assurer ces services clés : ISPM, UNIH, GNAP. Le taux de couverture du coût de fonctionnement de ces OSP devra évoluer significativement d'une année à l'autre. Cette progression est à établir sur la base de contrats de performance précisés annuellement

³⁴ Agrégateurs engagés : 5 pour le riz, 1 pour les céréales locales, 1 pour le maraîchage ou les aliments pour bétail

³⁵ L'augmentation des rendements usinage du riz de 50 – 55% à 58 – 62%

	produites et utilisées par les institutions financières ³⁶			Rapports de suivi du projet	
	Nombre de produits financiers innovants proposés par les IMF, le CAM et les institutions bancaires ³⁷				

³⁶ Les fiches technico-économiques sont destinées à produire des informations sur les itinéraires techniques recommandés (et les cycles de production), leurs performances économiques, les flux de trésorerie, à l'amont les besoins en investissements. Elles constituent une référence pour les exploitations agropastorales et les institutions destinées à soutenir leurs investissements. Ces fiches sont à établir sur des thèmes à confirmer. Elles sont établies en se basant sur les résultats produits par un suivi technique et financier fin.

³⁷ La cible est à définir sur la base d'un dialogue avec les institutions financières qui s'appuie sur une information produite fiable.

6 Formulaires

6.1 Fiche d'identification

Dénomination de la société / soumissionnaire : Forme juridique :	
Siège social (adresse) :	
Représenté(e) par le soussigné Nom, prénom : Qualité :	
Personne de contact : Numéro de téléphone : Numéro de fax : Adresse e-mail :	
Numéro d'inscription CNSS ou équivalent :	
Numéro d'entreprise :	
N° de compte pour les paiements : Institution financière : Ouvert au nom de	

6.2 Formulaire d'offre – Prix

En déposant cette offre, le soumissionnaire s'engage à exécuter, conformément aux dispositions du **CSC MRT22001-10120**, le présent marché et déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le CSC et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions.

Les prix unitaires et les prix globaux de chacun des postes de l'inventaire sont établis en respectant la valeur relative de ces postes par rapport au montant total de l'offre. Tous les frais généraux et financiers, ainsi que le bénéfice, sont répartis sur les différents postes proportionnellement à l'importance de ceux-ci (voir également point 3.1.4.4) .

Le soumissionnaire s'engage à exécuter la tranche ferme et, le cas échéant, la tranche conditionnelle, conformément aux dispositions du CSC, aux prix suivants, exprimés en euros et hors TVA :

Expertise	Unité : une journée de travail	Quantitatif	Prix unitaires Euro ou MRU (*) Htva	Prix total Euro ou MRU (*) Htva
<i>Chef de mission OSP – Filières</i>	Bureau du soumissionnaire	50		
	sur le terrain (Mauritanie)	180		
<i>Expert« animation de réseau de conseil agropastoral »</i>	Bureau du soumissionnaire	214		
	sur le terrain (Mauritanie)	26		
<i>technicien-animateur – N°1</i>	Bureau du soumissionnaire	10		
	sur le terrain (Mauritanie)	360		
<i>technicien-animateur – N°2</i>	Bureau du soumissionnaire	10		
	sur le terrain (Mauritanie)	360		
<i>technicien-animateur – N°3</i>	Bureau du soumissionnaire	10		
	sur le terrain (Mauritanie)	360		

Pourcentage TVA :%.

L'information confidentielle et/ou l'information qui se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux est clairement indiquée dans l'offre.

Afin de rendre possible une comparaison adéquate des offres, les données ou documents mentionnés au point « Récapitulatif des documents à remettre » doivent être joints à l'offre.

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

Signature manuscrite originale / nom

.....

6.3 Tableau d'affectation des experts proposés

Sous peine de rejet de son offre , le soumissionnaire doit remplir le tableau ci-dessous afin de permettre au pouvoir adjudicateur de faire correspondre l'expert proposé au profil demandé dans le cahier spécial des charges.

Un seul expert sera proposé pour chaque profil :

Expert demandé	Nom de l'expert proposé par le soumissionnaire
<i>Chef de mission OSP - Filières</i>	
<i>Expert« animation de réseau de conseil agropastoral »</i>	
<i>Technicien animateur N°1</i>	
<i>Technicien animateur N°2</i>	
<i>Technicien animateur N°3</i>	

Certifié pour vrai et conforme,

Fait à le

Signature manuscrite originale / nom

.....

6.4 Attestation d'exclusivité et de disponibilité

Le/la soussigné(e) déclare qu'il/elle prestera exclusivement pour le soumissionnaire..... dans le cadre des prestations liées l'accord-cadre **MRT22001-10120** et en conséquence ne sera pas présenté comme expert(e) par un autre soumissionnaire.

Le/la soussigné(e) s'engage à être disponible pour des prestations pendant la durée totale l'accord-cadre.

Date :

Nom, prénom de l'expert(e) :

Signature (*) :

() Cette attestation signée par l'expert(e) est jointe à l'offre en format PDF ou équivalent.*

6.5 Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Concerne le soumissionnaire :

Domicile / Siège social :

Référence du marché public : MRT22001-10120

À l'attention de Enabel – l'agence belge de développement,

Par la présente, je / nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel – l'agence belge de développement.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec de Enabel – l'agence belge de développement (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- J'ai / nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le Cahier spécial des charges et je / nous déclare/rons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Je suis / nous sommes de même conscient(s) du fait que les membres du personnel de Enabel – l'agence belge de développement sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : *“Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus”*.

Si le marché précité devait être attribué au soumissionnaire, je/nous déclare/rons, par ailleurs, marquer mon/notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel – l'agence belge de développement, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel – l'agence belge de développement.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel – l'agence belge de développement se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Signature précédée de la mention manuscrite "Lu et approuvé" avec mention du nom et de la fonction:

.....

Lieu, date

6.6 Déclaration sur l'honneur – Motifs d'exclusion

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une organisation **criminelle**;
 - 2° **corruption**;
 - 3° **fraude**;
 - 4° infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction;
 - 5° blanchiment de capitaux ou financement du **terrorisme**;
 - 6° travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains.
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal.
 - 8° la création de sociétés offshoreL'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.
2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 3.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. le soumissionnaire est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales;
4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019.

b. une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 [<lien>](#);

c. une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;

d. le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;

e. lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives;
6. des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un contrat antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.
Sont considérées comme 'défaillances importantes' le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail.
La présence du soumissionnaire sur la liste d'exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.
7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l'objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l'homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d'armes de destruction massive.
8. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :
<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :
<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :
https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_generales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

9. Si Enabel exécute un projet pour un autre bailleur de fonds ou donneur, d'autres motifs d'exclusion supplémentaires sont encore possibles.

Le soumissionnaire déclare formellement être en mesure, sur demande et sans délai, de fournir les certificats et autres formes de pièces justificatives visés, sauf si:

- a. Enabel a la possibilité d'obtenir directement les documents justificatifs concernés en consultant une base de données nationale dans un État membre qui est accessible gratuitement, à condition que le soumissionnaire ait fourni les informations nécessaires (adresse du site web, autorité ou organisme de délivrance, référence précise des documents) permettant à Enabel de les obtenir, avec l'autorisation d'accès correspondante;
- b. Enabel est déjà en possession des documents concernés.

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Date

Signature

6.7 Modèle de curriculum vitae

Pour chacune des personnes mentionnées dans la liste ci-dessus, joindre le **curriculum vitae** ainsi qu'une **copie des diplômes**.

Position proposée dans le contrat : ...

1. Nom de famille : ...
2. Prénom : ...
3. Date et lieu de naissance : ...
4. Nationalité : ...
5. Statut civil : ...
6. Adresse (téléphone/e-mail) : ...
7. Éducation :

Institutions :	
De (mois/année) : A (mois/année) :	
Diplôme :	

Institutions :	
De (mois/année) : A (mois/année) :	
Diplôme :	

8. Compétences linguistiques :

Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 5 (1 - niveau excellent ; 5 - niveau rudimentaire)

Langue	Niveau	Parlé	Écrit
	Langue maternelle		

9. Appartenance à une organisation professionnelle : ...

10. Autres compétences (par ex. maîtrise de l'informatique, etc.) : ...

11. Position actuelle : ...

12. Années d'expérience professionnelle : ...

13. Qualifications principales : ...

14. Expérience professionnelle :

De (mois/année) à (mois/année)	
Lieu :	
Compagnie / Organisation :	
Position :	
Description :	

De (mois/année) à (mois/année)	
Lieu :	
Compagnie / Organisation :	
Position :	
Description :	

De (mois/année) à (mois/année)	
Lieu :	
Compagnie / Organisation :	
Position :	
Description :	

15. Autres : ...

16. Publications et séminaires : ...

17. Références : ...

Signature :

Date :

6.8 Modèle d'attestation de capacité financière à respecter obligatoirement (ligne de crédit)

_____ [nom et adresse de la banque]

Bénéficiaire [nom du Soumissionnaire]

Nous soussignés [nom et adresse de la banque] attestons par la présente que [nom et adresse du Soumissionnaire] est titulaire du compte n° [Indiquer le numéro du compte], sur nos livres et entretient des relations normales avec nous.

Aussi, au cas où [nom du Soumissionnaire] serait déclarée attributaire du marché objet de l'appel d'offres n° [Indiquer le numéro de l'appel d'offres] relatif à [Indiquer l'objet de l'appel d'offres] au profit de [Indiquer nom de l'Autorité contractante], Nous, [Indiquer le nom de la banque], nous engageons de façon inconditionnelle et irrévocable à lui apporter notre concours financier jusqu' à concurrence de [Indiquer montant en lettres et en chiffres].

[Signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci dessous et cachet]

Nom [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

6.9 Modèle d'attestation de capacité financière à respecter obligatoirement (fonds propres)

_____ [nom et adresse de la banque]

Bénéficiaire [nom du Soumissionnaire]

Nous soussignés [nom et adresse de la banque] attestons par la présente que [nom et adresse du Soumissionnaire] est titulaire du compte n° [Indiquer le numéro du compte], sur nos livres et entretient des relations normales avec nous.

Aussi, Nous, [Indiquer le nom de la banque] attestons solennellement que dans le cadre de l'appel d'offres n° [Indiquer le numéro de l'appel d'offres] relatif à [Indiquer l'objet de l'appel d'offres] au profit de [Indiquer nom de l'Autorité contractante], [nom du Soumissionnaire] dispose, en fonds propres, sur le compte ci dessus dont il est titulaire sur nos livres d'un montant au moins égal à [Indiquer montant en lettres et en chiffres].

Signé [signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci dessous et cachet]

Nom [nom complet de la personne signataire]

Titre [capacité juridique de la personne signataire]

6.10 Modèle de déclaration de capacité financière

[Date]

[Prénom et Nom de la personne ou de l'entité]

[Adresse]

[Code postal, Ville]

Objet : Déclaration de Capacité Financière

Je soussigné(e) [Votre prénom et nom / Nom de l'entreprise], résidant à [Votre adresse ou adresse de l'entreprise], déclare par la présente que je dispose des ressources financières nécessaires pour exécuter le marché [Référence du marché], pour lequel je soumissionne à hauteur de **XXXX Euros**.

Je m'engage à informer immédiatement ENABEL de tout changement significatif dans ma situation financière.

Je comprends que toute fausse déclaration pourrait entraîner des conséquences juridiques.

Fait à [Lieu], le [Date]

Signature :

[Nom et Signature]

6.11 Fiche signalétique financière (joindre le RIB obligatoirement)

INTITULE (1)			
ADRESSE			
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
CONTACT			
TELEPHONE		TELEFAX	
E - MAIL			

<u>BANQUE (2)</u> - -			
NOM DE LA			
BANQUE			
ADRESSE (DE			
L'AGENCE)			
COMMUNE/VILLE		CODE POSTAL	
PAYS			
NUMERO DE			
COMPTE			
IBAN (3)			
NOM	NOM PRENOM		FONCTION
SIGNATAIRES			

<u>CACHET de la BANQUE + SIGNATURE du</u> <u>REPRESENTANT DE LA BANQUE</u> (les deux obligatoires)
--

<u>DATE</u> + <u>SIGNATURE</u> <u>DU</u> <u>TITULAIRE</u> <u>DU</u> <u>COMPTE</u> (Obligatoire)

- (1) *Le nom ou le titre sous lequel le compte a été ouvert et non le nom du mandataire.*
- (2) *Il est préférable de joindre une copie d'un extrait de compte bancaire récent. Veuillez noter que le relevé bancaire doit fournir toutes les informations indiquées ci-dessus sous «INTITULÉ DU COMPTE BANCAIRE» et «BANQUE». Dans ce cas, le cachet de la banque et la signature de son représentant ne sont pas requis. La signature du titulaire du compte est obligatoire dans tous les cas*
- (3) *Si le code IBAN (international bank account number) est d'application dans le pays où votre banque se situe.*

6.12 Document unique de marché européen - DUME

Le soumissionnaire doit joindre à son offre le **Document Unique de Marché Européen** Erreur ! Signet non défini. **(DUME)** complété et signé. Le soumissionnaire peut soit compléter le DUME joint en annexe, soit générer sa réponse sur le site via <https://dume.publicprocurement.be/>.

Voir document à compléter et à signer joint en annexe et voir point 3.1.8.1.

6.13 Récapitulatif des documents à remettre

L'offre est composée des éléments suivants :

1. Formulaire d'identification ;
2. Formulaire d'offre initiale **complété et signé** ;
3. Procuration ou autre document autorisant la personne à signer l'offre et toute la documentation correspondante ou tout document attestant que la personne qui signe est bien habilitée à le faire ;
4. La preuve de la capacité financière ;
5. Extrait du casier judiciaire ;
6. Attestation relative à la sécurité sociale ;
7. Attestation des impôts et taxes ;
8. Attestation de non-faillite ;
9. Tableau d'affectation des experts proposés ;
10. Attestation d'exclusivité et de disponibilité signée par chacun des experts ;
11. CV détaillés de chaque expert ;
12. Note méthodologique ;
13. Déclaration d'intégrité signée ;
14. Déclaration sur l'honneur motifs d'exclusion signée ;
15. Fiche signalétique financière ;
16. DUME **complété et signé**.

Le soumissionnaire est invité à suivre cet ordre pour la composition de son offre.